

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE  
ET DE LA DECENTRALISATION**

**+++++**

**SECRETARIAT GENERAL**

**+++++**

**CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE  
DU SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE,  
FONCTION PUBLIQUE ET SECURITE INTERIEURE  
(CPS-SATFPSI)**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un-Peuple - Un But - Une Foi**

# **RAPPORT DE LA 19<sup>ème</sup> REVUE DES PROJETS ET PROGRAMMES**

**SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE,  
FONCTION PUBLIQUE ET SECURITE INTERIEURE**

*Mai 2019*

## TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX .....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	4
INTRODUCTION .....	6
CONTEXTE .....	8
CHAPITRE I : ETAT DE MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA 18 <sup>ème</sup> REVUE.....	10
1.1. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA 18 <sup>ème</sup> REVUE.....	11
CHAPITRE II : .....	12
ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DES PROJETS ET PROGRAMMES DU DEMARRAGE AU 31/12/2018 .....	12
2.1. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DES PROJETS/PROGRAMMES DU SECTEUR 13	
2.2. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DES PROJETS/PROGRAMMES PAR MINISTERES .....	16
2.2.1. Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) .....	16
2.2.2. Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP).....	19
2.2.3. Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique (MRATVP) .....	20
2.2.4. Ministère de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale (MCSPRN) .....	21
2.2.5. Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC) .....	22
2.2.6. Ministère des Affaires Religieuses et du Culte (MARC) .....	22
2.3. ETAT D'EXECUTION DES P/P PAR SECTEURS DE PLANIFICATION (SECTEURS DNPDP).....	23
2.3.1. Etat d'exécution financière des p/p par secteur de planification .....	23
2.3.2. Etat d'exécution financière des P/P du Secteur des Infrastructures .....	24
2.3.3. Etat d'exécution financière des P/P du Secteur des Ressources humaines .....	27
2.4. REPARTITION DES P/P PAR SOURCE DE FINANCEMENT .....	29
2.4.1. Financement intérieur .....	29
2.4.2. Financement mixte .....	30
2.4.3. Financement extérieur.....	30
CHAPITRE III : ETAT D'EXECUTION DES PROJETS/PROGRAMMES AU TITRE DU BSI 2018.....	31
3.1. ETAT D'EXECUTION GLOBALE DES P/P AU TITRE DU BSI 2018.....	32
3.1.1. Etat d'exécution des P/P du MATD au titre du BSI 2018.....	33
3.1.2. Etat d'exécution financière des P/P du MTFP du BSI 2018 .....	35
3.1.3. Etat d'exécution financière des P/P du MRATVP au titre du BSI 2018 .....	36
3.1.4. Etat d'exécution des P/P du MCSPRN au titre du BSI 2018.....	37
3.1.5. Etat d'exécution des P/P du MSPC au titre du BSI 2018.....	38
3.1.6. Etat d'exécution des P/P du MARC au titre du BSI 2018 .....	38
CHAPITRE IV : SITUATION DES REALISATIONS PHYSIQUES DES P/P ET LEUR CONTRIBUTION A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	39
4.1. SITUATION DES REALISATIONS PHYSIQUES .....	40
4.2. APPRECIATION DE LA CONTRIBUTION DES P/P DU SECTEUR A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE DANS LE CADRE DU CREDD .....	72
4.3. APPRECIATION D'ENSEMBLE SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS/PROGRAMMES .....	72
CHAPITRE V : DIFFICULTES/CONSTRAINTES ET SOLUTIONS PROPOSEES .....	74

5.1. DIFFICULTES / CONTRAINTES DE MISE EN ŒUVRE DES P/P .....	75
5.2. DIFFICULTES / CONTRAINTES DE SUIVI.....	82
CHAPITRE VI: RECOMMANDATIONS .....	83
6.1. RECOMMANDATIONS DE LA 19 <sup>ème</sup> REVUE DES P/P :.....	79
PERSPECTIVES .....	vi
CONCLUSION.....	vii
ANNEXES.....	viii

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Etat d'exécution des recommandations de la 18ème revue : _____	11
Tableau 2: Exécution financière des P/P du Secteur : _____	13
Tableau 3 : Etat d'exécution financière des P/P du MATD _____	16
Tableau 4: Etat d'exécution financière des P/P du MTFP _____	19
Tableau 5: Etat d'exécution financière du Programme du MRATVP _____	20
Tableau 6: Etat d'exécution financière du MCSPRN _____	21
Tableau 7: Répartition des P/P par secteur de planification _____	23
Tableau 8: Etat d'exécution financière globale par secteurs de planification _____	24
Tableau 9: Etat d'exécution financière des P/P du secteur des Infrastructures _____	25
Tableau 10: Etat d'exécution financière des P/P du secteur des Ressources Humaines _____	27
Tableau 11: Situation des p/p sur financement intérieur _____	29
Tableau 12: Situation des p/p sur financement mixte _____	30
Tableau 13: Situation des p/p sur financement extérieur _____	30
Tableau 14: Etat d'exécution financière des P/P au titre du BSI 2018 _____	32
Tableau 15: Etat d'exécution financière du BSI 2018 du MATD _____	33
Tableau 16 : Etat d'exécution des P/P du MTFP au titre du BSI 2018 _____	36
Tableau 17 : Etat d'exécution financière des P/P du MRATVP au titre du BSI 2018 _____	37
Tableau 18 : Etat d'exécution financière des P/P du MCSPRN au titre du BSI 2018 _____	38
Tableau 19: Réalisations physiques des P/P du Secteur _____	41
Tableau 20: Appréciation de l'état d'avancement des p/p _____	72
Tableau 21: Difficultés de mise en œuvre des p/p _____	75
Tableau 22 : difficultés constatées lors des missions de suivi _____	81
Tableau 23: Difficultés de suivi _____	82

## SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES	DEFINITIONS
ADR	Agence de Développement Régional
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CFCT	Centre de Formation des Collectivités Territoriales
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CPR	Contrat Plan Etat-Région
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CR	Conseil Régional
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CT	Collectivités Territoriales
CTR	Conseiller Technique Régional
CVJR	Comité Vérité Justice et Réconciliation
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DGB	Direction Générale du Budget
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DNEC	Direction Nationale de l'Etat Civil
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
JAEC	Journée Africaine de l'Etat Civil
MARC	Ministère des Affaires Religieuses et du Culte
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MCSPRN	Ministère de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MRATVP	Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique
MSPC	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile
MTFP	Ministère du Travail et de la Fonction Publique
ODD	Objectifs du Développement Durable
OSC	Organisation de la Société Civile
P/P	Projets/Programmes
PARADDER	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional
PADRE	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat
PAECSIS	Programme d'Appui au fonctionnement de l'Etat Civil et à la mise en place d'un Système d'Information sécurisé au Mali.
PASEC	Plans d'Amélioration des Services de l'Etat Civil

<b>PDI</b>	<b>Programme de Développement Institutionnel</b>
<b>PSDR</b>	<b>Plan Stratégique de Développement Régional</b>
<b>PTF</b>	<b>Partenaires Techniques et Financiers</b>
<b>RNP</b>	<b>Répertoire National des Projets</b>
<b>SATFPSI</b>	<b>Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure</b>
<b>DER</b>	<b>Développement Economique Régionale</b>
<b>UPSE</b>	<b>Unité Programmation Suivi Evaluation</b>

## INTRODUCTION

Débutée en 1998, la revue des projets et programmes est à sa 19<sup>ème</sup> édition. Elle a pour objet de faire une analyse critique de l'état d'exécution physique et financière du portefeuille de l'ensemble des projets/programmes publics de développement, d'identifier les principales contraintes qui entravent leur mise en œuvre et de proposer les mesures appropriées en vue d'améliorer leur performance et d'accroître leurs impacts sur les bénéficiaires.

Depuis la 6<sup>ème</sup> revue, l'exercice est régulièrement organisé au sein des institutions et des Ministères du Secteur afin de mieux responsabiliser ceux-ci dans la gestion et le suivi de leurs projets et programmes. Cette approche a été concrétisée par la création de onze (11) Cellules de Planification et de Statistique (CPS) sectorielles. Au terme de la Loi N° 07-020 du 27 février 2007 portant création des CPS, elles ont pour missions de :

- coordonner la préparation des plans, programmes et projets ainsi que l'analyse des politiques et stratégies ;
- suivre et évaluer les plans, programmes et projets de développement sectoriels et veiller à leur cohérence intra- sectorielle et spatiale ;
- élaborer les prévisions et suivre l'environnement et la conjoncture ;
- suivre les dossiers relatifs au financement et à la coopération technique ;
- coordonner, en rapport avec les services chargés des ressources humaines, le programme de formation en matière de planification et de statistique ;
- coordonner la production d'informations statistiques et la réalisation d'études de base ainsi que la diffusion de leurs résultats ;
- mettre en place et gérer la base de données du secteur.

Plus spécifiquement, le **Décret N° 07-166/P-RM du 28 mai 2007** fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des CPS confie à l'Unité Programmation et Suivi-Evaluation (UPSE) l'élaboration d'un rapport annuel d'exécution des projets/programmes du Secteur, comme entre autres attributions.

Le Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure compte six (6) Ministères, au terme du Décret N° 2018-0748/PM-RM du 24 septembre 2018 portant répartition des services publics entre la Primature et les Départements ministériels. Il s'agit du :

1. Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) ;
2. Ministère du Travail et de la Fonction publique (MTEFP) ;
3. Ministère de la Sécurité et de la Protection civile (MSPC) ;
4. Ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale (MCSRN) ;
5. Ministère des Affaires religieuses et du Culte (MARC) ;
6. Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie publique (MRATVP).

La 19<sup>ème</sup> revue des projets/programmes du Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure porte sur **quatorze (14) Projets/Programmes**, répartis comme suit : le **MATD** (13), le **MSPC** (0), le **MTEFP** (3), le **MRATVP** (1), le **MCSRN** (1) et le **MARC** (0).

Le coût global de ces **dix-huit (18)** projets/programmes est évalué à **333 038 millions FCFA**. Le financement total acquis est de **282 928 millions FCFA**.

Les dix-huit (18) revues régulièrement tenues entre 1998 et 2018 ont permis de constater une nette progression du taux de décaissement des projets/programmes, même non linéaire. Il était de **48%** en **1998** et il est de **81,94%** en **2018** pour l'ensemble des Projets/programmes du Secteur.

Pour la période 2017-2018, le taux global de décaissement a connu une baisse, passant de **84,49%** en **2017** à **81,94%** en **2018** soit un taux de variation de **-3,01%**.

L'élaboration du présent rapport a fait l'objet des activités ci-après :

- ❖ collecte de données auprès des gestionnaires des projets/programmes ;
- ❖ traitement et analyse de données ;
- ❖ validation du rapport provisoire de la 19<sup>ème</sup> revue des projets/programmes du Secteur.

Le rapport fait l'état de la situation d'exécution (financière et physique) des projets/programmes du Secteur de leur démarrage jusqu'au 31/12/2018 et la situation d'exécution du BSI 2018. Il comprend six (6) chapitres et des annexes :

- (i) l'état de mise en œuvre des recommandations de la 18<sup>ème</sup> revue ;
- (ii) l'état d'exécution financière des projets/programmes du démarrage au 31/12/2018 ;
- (iii) l'état d'exécution des projets/programmes au titre du BSI 2018 ;
- (iv) la situation des réalisations physiques des projets/programmes et leur contribution à la réduction de la pauvreté ;
- (v) les difficultés/contraintes et solutions proposées ;
- (vi) les recommandations.

## CONTEXTE

L'organisation de la 19<sup>ème</sup> revue des projets/programmes fait suite à la lettre circulaire N°00415/MEF-SG du 05 février 2019 du Ministre de l'Economie et des Finances relative à la préparation et la tenue des Revues des Budgets-programmes, des Revues de Projets-programmes, des Revues sectorielles, de la Revue CREDD et des ODD et de la Revue Budgétaire conjointe pour l'année 2019.

La revue des projets/programmes s'inscrit donc dans le processus de la revue du CREDD et de la préparation du budget de l'année 2019.

Le CREDD 2016-2018 constitue la stratégie nationale de développement du Mali et le cadre fédérateur de toutes les interventions, y compris celle des PTF. La mise en œuvre de cette stratégie commune (CREDD) fait l'objet d'un suivi régulier en application du **décret N°2018-0623/PM-RM du 8 août 2018** fixant les mécanismes institutionnels de suivi du CREDD et des ODD.

L'année 2018 constitue la dernière année de mise en œuvre du CREDD 2016-2018 et le processus d'élaboration du CREDD 2019-2023 est à la phase d'adoption du document. Il faut aussi signaler que parallèlement à l'élaboration du CREDD 2019-2023, le processus d'élaboration d'une nouvelle étude prospective Mali 2020-2040 est en cours.

A cet effet, la 19<sup>ème</sup> revue des projets/programme constitue un élément d'aide à l'évaluation du CREDD 2016-2018 et à l'élaboration de la situation de base pour le suivi de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie (CREDD 2019-2023).

La revue des projets/programmes comme instrument institutionnel permet à tous les acteurs de participer au processus et d'être informés du niveau de mise en œuvre des projets/programmes, afin de pouvoir vérifier si les stratégies adoptées sont efficaces et permettent de réduire la pauvreté. Le pilotage de la revue repose donc sur un suivi sectoriel assuré par la CPS, qui s'appuie sur les services centraux, régionaux et subrégionaux des Départements ministériels Secteur. Ainsi, les données collectées sur l'état d'exécution annuelle des différents projets/programmes font l'objet de validation par les acteurs du Secteur (ateliers de consolidation et atelier de validation du rapport provisoire).

La revue des projets/programmes étant considérée comme l'une des activités phares de la CPS, cette 19<sup>ème</sup> revue s'inscrit, à cet effet, dans le cadre de l'exécution du Programme d'Activités 2019 de la CPS.

Elle constitue également une des étapes du suivi de la mise en œuvre des différentes politiques et stratégies du Secteur, à savoir :

- ❖ la Politique Nationale de Décentralisation;
- ❖ la Politique Nationale des Frontières;
- ❖ la Politique Nationale du Travail ;
- ❖ la Politique Nationale de Sécurité et de la Protection Civile ;
- ❖ la Politique Nationale de la Gestion Axée sur les Résultats (PN/GAR) ;
- ❖ la Politique Nationale de Transparence (PNT) ;
- ❖ la Politique Nationale de Prévention et de Lutte contre l'extrémisme violent et le Terrorisme (PNLEVT);

- ❖ la Stratégie de l'Administration du Territoire ;
- ❖ la Stratégie de la Fonction Publique ;
- ❖ la Stratégie du Développement Institutionnel ;
- ❖ la Stratégie de la Gestion des Catastrophes ;
- ❖ la Stratégie de la Réconciliation Nationale ;
- ❖ la Stratégie Nationale de l'Etat Civil (SNEC).

**CHAPITRE I : ETAT DE MISE EN OEUVRE DES  
RECOMMANDATIONS DE LA 18<sup>ème</sup> REVUE**

## 1.1. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA 18<sup>ème</sup> REVUE

Sur trois (03) recommandations retenues à l'issue de la 18<sup>ème</sup> revue des projets/programmes, deux sont en cours de réalisation, notamment celles relatives à la mise à disposition de la CPS des données à temps et le renforcement de la collaboration entre les acteurs de la revue des projets/programmes. S'agissant de la détermination, par la DGB, d'une clef de répartition du budget alloué aux différentes revues, elle n'est pas réalisée. Le taux de réalisation des recommandations se chiffre comme suit : 66,7% des activités en cours de réalisations, soit deux (2) activités sur trois (3) et 33,3% des activités non réalisées, soit une (1) activité sur trois (3).

**Tableau 1: Etat d'exécution des recommandations de la 18<sup>ème</sup> revue :**

N°	Recommandations	Structures Responsables	Etat d'exécution			Observations
			R	ER	NR	
1	Mettre à la disposition de la CPS à temps, les informations relatives aux projets/Programmes du secteur ;	Structures gestionnaires des projets/programmes (productrices de données)		X		De nombreux gestionnaires des projets/programmes continuent de fournir les données avec un grand retard.
2	Déterminer une clef de répartition budgétaire dédiée aux différentes revues (Budget Programmes, Projets/Programmes et sectorielle);	DGB/MEF			X	
3	Poursuivre le renforcement de la collaboration entre la CPS, la DNPd, les gestionnaires des P/P et les DFM pour mieux coordonner et harmoniser les chiffres du décaissement des P/P.	CPS, DNPd, DFM, Gestionnaires des projets/programmes		X		La mise en œuvre de cette recommandation s'inscrit dans un processus continu et dans la durée.

Source : CPS-SATFPSI-2019.

**NB :** R : Réalisé ; ER : En Cours ; NR : Non Réalisé.

**CHAPITRE II :**  
**ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DES PROJETS ET PROGRAMMES**  
**DU DEMARRAGE AU 31/12/2018**

## 2.1. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DES PROJETS/PROGRAMMES DU SECTEUR

La 19<sup>ème</sup> revue des projets/programmes du Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure porte sur **dix-huit (18)** projets/programmes dont un projet en préparation.

Le coût global des **18 P/P** est évalué à **333 038 millions F CFA** au **31/12/2018** avec un financement total acquis de **282 928 millions de F CFA** à la même date. Ce financement acquis se répartit en financement intérieur pour **66 108 millions F CFA** soit **23,37%** et en financement extérieur pour **216 820 millions F CFA** soit **76,63%**, contre respectivement **21,37%** et **78,63%** en 2017.

Le cumul du décaissement au 31/12/2018 est égal à **231 825 millions F CFA** dont **52 617 millions F CFA** au titre du financement intérieur, soit **22,70%** et **179 208 millions F CFA** au titre du financement extérieur soit **77,30%**.

Le taux global de décaissement est de **81,94 %** contre **84,49%** en 2017.

Le taux de décaissement est de **79,59%** pour l'ensemble du financement intérieur et **82,65%** pour le financement extérieur au 31/12/2018.

La situation est indiquée dans le tableau N°2 ci-dessous.

**Tableau 2: Exécution financière des P/P du Secteur :**

(Les Montants sont en Millions de F CFA)

N°	Ministère	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Obs
			Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
1	MATD	301 842	53 400	216 345	269 745	42 960	178 840	221 800	80,45%	82,66%	<b>82,23%</b>	
2	MTFP	9 333	9 333	0	9 333	7 178	0	7 178	76,91%	0	<b>76,91%</b>	
3	MSPC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	
4	MARC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	<b>0</b>	
5	MCSPRN	2 457	2 241	215	2 456	2 241	194	2 435	100,00%	90,23%	<b>99,14%</b>	
6	MRATVP	19 406	1 134	260	1 394	238	174	412	20,99%	66,92%	<b>29,56%</b>	

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>333 038</b>	<b>66 108</b>	<b>216 820</b>	<b>282 928</b>	<b>52 617</b>	<b>179 208</b>	<b>231 825</b>	<b>79,59%</b>	<b>82,65%</b>	<b>81,94%</b>	
----------------------	----------------	---------------	----------------	----------------	---------------	----------------	----------------	---------------	---------------	---------------	--

Source : loi des finances 2018, DNPD et Gestionnaires des P/P

En revanche, il existe au compte du Secteur **vingt-une (21)** autres projets/programmes sur lesquels les informations n'ont pas été fournies. Ils portent ainsi, le nombre total des projets/programmes du Secteur à **trente-neuf (39)**. Il s'agit des projets/programmes ci-après :

1. Projet d'appui à une gouvernance locale inclusive et décentralisée (PDGLID) ;
2. Contrats de Subventions aux Régions de Ségou et Mopti ;
3. Projet d'appui aux collectivités territoriales (PACT IV) ;
4. Projet d'appui institutionnel au processus de régionalisation au Mali (UE) ;
5. Programme Indicatif de Coopération (PIC) 2016/2019 ;
6. Projet d'appui aux investissements des collectivités territoriales (PAICT) ;
7. Programme d'Appui à la décentralisation (PAD) ;
8. Projet d'appui au développement économique des territoires ruraux dans les régions de Ségou et Tombouctou (PADER) ;
9. Projet Sécurité et Développement des Régions du Nord Mali, phase II (SDNM) ;
10. Projet de Développement Durable de la Région de Kidal (DDRK) et Projet de Développement Durable de la Région de Gao (DDRG) ;
11. Lux Développement-Mali 21, 22 et 23 ;
12. Projet d'appui aux Communes urbaines du Mali, PFA et appui aux régions ;
13. Programme de Gouvernance Locale (SNGP/USAID) ;
14. Renforcement des capacités du Conseil régional de Sikasso pour la maîtrise d'ouvrage dans la réalisation d'investissements structurant le développement économique Régional ;
15. Renforcement des capacités du Conseil régional de Koulikoro pour la maîtrise d'ouvrage dans la réalisation d'investissements structurant le développement économique régional ;
16. Renforcement des capacités du Conseil régional de Ségou pour la maîtrise d'ouvrage dans la réalisation d'investissements structurant le développement économique régional ;
17. Renforcement des capacités du Conseil régional de Sikasso pour la maîtrise d'ouvrage dans la réalisation d'investissements structurant le développement économique régional ;
18. Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Rural de la Région de Mopti ;

19. Suivi de la mise en œuvre des contrats de subvention relatifs au renforcement des capacités des Conseils régionaux de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti dans le cadre du Développement Economique Régional ;
20. Programme d'appui à l'AMM pour le renforcement de la gouvernance locale et la décentralisation ;
21. Accompagnement des Conseils régionaux du Mali par l'ARM dans le cadre de la régionalisation.

## 2.2. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DES PROJETS/PROGRAMMES PAR MINISTERES

### 2.2.1. Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD)

Au 31/12/2018, le **Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation** compte **treize (13)** projets/programmes dont un en préparation. Le coût total des projets/programmes est estimé à **301 842 millions F CFA**. Le financement total acquis est de **269 745 millions F CFA**. Ces montants représentent respectivement **90,63%** et **95,34%** des montants globaux du Secteur.

Le cumul du décaissement au 31/12/2018 est de **221 800 millions F CFA** soit un taux de décaissement de **82,23%** contre **60,14%** en 2017. Ce montant représente **95,68%** du décaissement global du Secteur.

Le financement intérieur fait un cumul de décaissement **42 960 millions F CFA** soit un taux de décaissement de **80,45%** contre respectivement **178 840 millions F CFA** et **82,66%** pour le financement extérieur.

**Tableau 3 : Etat d'exécution financière des P/P du MATD**

(Les Montants sont en Millions de F CFA)

N°	RNP	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Observations
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
<b>Projets en exécution</b>				<b>297 719</b>	<b>53 400</b>	<b>213 848</b>	<b>267 248</b>	<b>42 960</b>	<b>178 840</b>	<b>221 800</b>	<b>80,45%</b>	<b>83,63%</b>	<b>82,99%</b>	
<b>Secteur Infrastructures</b>				<b>275 434</b>	<b>52 500</b>	<b>211 814</b>	<b>264 314</b>	<b>42 312</b>	<b>177 598</b>	<b>219 910</b>	<b>80,59%</b>	<b>83,85%</b>	<b>83,20%</b>	
1	2929	Réhabilitation Infrastructures Tutelle Collectivités Territoriales	2016-2019	2 204	2 204	0	2 204	822	0	822	37,30%	0	37,30%	
2	3046	Prog. Bornage Développement Zones Frontaliers	2017-2019	1 273	933	340	1 273	222	313	535	23,79%	92,06%	42,03%	

3	2964	Programme Construction et Réhabilitation Pieds à Terre	2016-2019	3 570	3 570	0	<b>3 570</b>	1 385	0	<b>1 385</b>	<b>38,80%</b>	0	<b>38,80%</b>
4	847	Appui à la mise en place des communes (Etat/ANICT)	2001-2018	222 895	29 983	192 912	<b>222 895</b>	29 944	175 231	<b>205 175</b>	<b>99,87%</b>	<b>90,83%</b>	<b>92,05%</b>
5	2875	Contrat plan Etat-Régions	2015-2019	15 810	15 810	0	<b>15 810</b>	9 939	0	<b>9 939</b>	62,87%	0	<b>62,87%</b>
6	NC	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et à la mise en place d'un système d'information sécurisé au Mali (PAECSIS) <sup>1</sup>	2017-2022	16 375	0	11 135	<b>11 135</b>	0	747	<b>747</b>	0	<b>6,71%</b>	<b>6,71%</b>
7	NC	Programmes Stabilisation à Ménaka	2017-2020	6 560	0	680	<b>680</b>	0	358	<b>358</b>	0	<b>52,65%</b>	<b>52,65%</b>
8	NC	Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao	2019-2020	6 747	0	6 747	<b>6 747</b>	0	949	<b>949</b>	0	<b>14,07%</b>	<b>14,07%</b>
<b>Secteur Ressources Humaines</b>				<b>22 285</b>	<b>900</b>	<b>2 034</b>	<b>2 934</b>	<b>648</b>	<b>1 242</b>	<b>1 890</b>	<b>72,00%</b>	<b>61,06%</b>	<b>64,42%</b>
9	2329	Appui à la CPS Secteur Adm. Territ Travail Fonct <sup>o</sup> Pub Secu. Intérieure	2008-2019	900	900	0	<b>900</b>	648	0	<b>648</b>	72,00%	0	<b>72,00%</b>

<sup>1</sup> Ces données concernent uniquement la composante mise en œuvre par Enabel (Coopération technique Belge).

10	NC	Programme d'appui à la Réforme de l'Etat, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)	2012-2018	1 510	0	1 510	<b>1 510</b>	0	1 219	<b>1 219</b>	0	80,73%	<b>80,73%</b>	
11	NC	Projet d'Appui à la Mise en œuvre des Accords de Paix et de Réconciliation (AMAPAR)	2018-2020	524	0	524	<b>524</b>	0	23	<b>23</b>	0	4,39%	<b>4,39%</b>	
12	NC	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE)	2015-2019	19 351	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF	le projet n'a pas fourni les informations sur l'exécution financière
<b>Projets en préparation</b>				<b>4 123</b>	<b>0</b>	<b>2 497</b>	<b>2 497</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	
<b>Secteur Ressources Humaines</b>				<b>4 123</b>	<b>0</b>	<b>2 497</b>	<b>2 497</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	
13	NC	Composante PIC III Mali-Luxembourg (Décentralisation et bonne Gouvernance)	2019-2022	4 123	0	2 497	<b>2 497</b>	0	0	<b>0</b>	0	0,00%	0,00%	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				<b>301 842</b>	<b>53 400</b>	<b>216 345</b>	<b>269 745</b>	<b>42 960</b>	<b>178 840</b>	<b>221 800</b>	<b>80,45%</b>	<b>82,66%</b>	<b>82,23%</b>	

Source : loi des finances 2018, DNPD et Gestionnaires des P/P

NF : Non Fourni

NC : Non Codifié

## 2.2.2. Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)

Au 31/12/2018, le **Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)** compte trois (3) projets/programmes. Le coût total des projets/programmes est estimé à **9 333 millions F CFA**. Le financement total acquis est de **9 333 millions F CFA**. Ces montants représentent respectivement **2,80%** et **3,30%** pour le Secteur.

Le cumul du décaissement au 31/12/2018 est de **7 178 millions F CFA**, soit un taux global de décaissement de **76,91%** contre **83,20%** en 2017. Ce montant représente **3,10%** du décaissement global du Secteur.

Il faut noter qu'au compte de l'année 2018, le financement intérieur recouvre les **100%** du financement des projets/programmes du **Ministère du Travail et de la Fonction Publique**.

**Tableau 4: Etat d'exécution financière des P/P du MTFP**

(Les Montants sont en Millions de F CFA)

N°	RNP	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Obs
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
<b>Projets en exécution</b>				<b>9 333</b>	<b>9 333</b>	<b>0</b>	<b>9 333</b>	<b>7 178</b>	<b>0</b>	<b>7 178</b>	<b>76,91%</b>	<b>0</b>	<b>76,91%</b>	
<b>Secteur Infrastructures</b>				<b>3 042</b>	<b>3 042</b>	<b>0</b>	<b>3 042</b>	<b>1 820</b>	<b>0</b>	<b>1 820</b>	<b>59,83%</b>	<b>0</b>	<b>59,83%</b>	
1	2870	Construction/Equipement Annexes MTFPRE	2009-2019	2 609	2 609	0	<b>2 609</b>	1 766	0	<b>1 766</b>	67,69%	0	<b>67,69%</b>	
2	3041	Construction Bureau Salle Archives DNFPF	2017-2019	433	433	0	<b>433</b>	54	0	<b>54</b>	12,47%	0	<b>12,47%</b>	
<b>Secteur Ressources Humaines</b>				<b>6 291</b>	<b>6 291</b>	<b>0</b>	<b>6 291</b>	<b>5 358</b>	<b>0</b>	<b>5 358</b>	<b>85,17%</b>	<b>0</b>	<b>85,17%</b>	
3	1960	Programme de Renforcement des Capacité Nationales par la formation	2003-2019	6 291	6 291	0	<b>6 291</b>	5 358	0	<b>5 358</b>	85,17%	0	<b>85,17%</b>	
<b>Projets en préparation</b>				<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>9 333</b>	<b>9 333</b>	<b>0</b>	<b>9 333</b>	<b>7 178</b>	<b>0</b>	<b>7 178</b>	<b>76,91%</b>	<b>0</b>	<b>76,91%</b>	

Source : loi des finances 2018, DNPD et Gestionnaires des P/P

### 2.2.3. Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique (MRATVP)

Au 31/12/2018, le **Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique (MRATVP)** compte un (1) programme. Le coût total du programme est estimé à **19 406 millions F CFA**. Le financement total acquis est de **1 394 millions F CFA**. Ces montants représentent respectivement **5,83%** et **0,49%** pour le Secteur.

Le cumul du décaissement au 31/12/2018 est de **412 millions F CFA**, soit un taux de décaissement de **29,56%** contre **99,50%** en 2017. Ce montant représente **0,18%** du décaissement global du Secteur.

Le financement intérieur fait un cumul de décaissement **238 millions F CFA** soit un taux de décaissement de **20,99%** contre respectivement **174 millions F CFA** et **66,92%** pour le financement extérieur.

**Tableau 5: Etat d'exécution financière du Programme du MRATVP**

*(Les Montants sont en Millions de F CFA)*

N°	RNP	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Obs
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
		<b>Projets en exécution</b>		<b>19 406</b>	<b>1 134</b>	<b>260</b>	<b>1 394</b>	<b>238</b>	<b>174</b>	<b>412</b>	<b>20,99%</b>	<b>66,92%</b>	<b>29,56%</b>	
		<b>Secteur Ressources Humaines</b>		<b>19 406</b>	<b>1 134</b>	<b>260</b>	<b>1 394</b>	<b>238</b>	<b>174</b>	<b>412</b>	<b>20,99%</b>	<b>66,92%</b>	<b>29,56%</b>	
1	1935	Programme de Développement Institutionnel (2ème Génération)	2017-2021	19 406	1 134	260	1 394	238	174	412	20,99%	66,92%	29,56%	
		<b>Projet en préparation</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
		<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>19 406</b>	<b>1 134</b>	<b>260</b>	<b>1 394</b>	<b>238</b>	<b>174</b>	<b>412</b>	<b>20,99%</b>	<b>66,92%</b>	<b>29,56%</b>	

Source : loi des finances 2018, DNPD et Gestionnaires des P/P

## 2.2.4. Ministère de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale (MCSPRN)

Au 31/12/2018, le **Ministère de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale** compte un (1) projet. Le coût total du projet est estimé à **2 457 millions F CFA**. Le financement total acquis est de **2 456 millions F CFA**. Ces montants représentent respectivement **2,00%** et **0,88%** pour le Secteur.

Le cumul du décaissement au 31/12/2018 est de **2 435 millions F CFA**, soit un taux de décaissement de **99,14%**. Ce montant représente **1,08%** du décaissement du Secteur.

Le financement intérieur fait un cumul de décaissement de **2 241 millions F CFA** soit un taux de décaissement de **100%** contre respectivement **194 millions F CFA** et **90,23%** pour le financement extérieur.

**Tableau 6: Etat d'exécution financière du MCSPRN**

*(Les Montants sont en Millions de F CFA)*

N°	RNP	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Obs
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
		<b>Projets en exécution</b>		<b>2 457</b>	<b>2 241</b>	<b>215</b>	<b>2 456</b>	<b>2 241</b>	<b>194</b>	<b>2 435</b>	<b>100,00%</b>	<b>90,23%</b>	<b>99,14%</b>	
		<b>Secteur Ressources Humaines</b>		<b>2 457</b>	<b>2 241</b>	<b>215</b>	<b>2 456</b>	<b>2 241</b>	<b>194</b>	<b>2 435</b>	<b>100,00%</b>	<b>90,23%</b>	<b>99,14%</b>	
1	NC	Renforcement du processus de dialogue et de réconciliation	2016-2020	2 457	2 241	215	2 456	2 241	194	2 435	100,00%	90,23%	99,14%	Le financement intérieur de ce projet n'est pas sur le BSI
		<b>Projet en préparation</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
		<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>2 457</b>	<b>2 241</b>	<b>215</b>	<b>2 456</b>	<b>2 241</b>	<b>194</b>	<b>2 435</b>	<b>100,00%</b>	<b>90,23%</b>	<b>99,14%</b>	

Source : loi des finances 2018, et Gestionnaires des P/P

### **2.2.5. Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC)**

Les projets/programmes du sous-secteur sécurité intérieure et protection civile sont désormais financés et gérés à travers de la Loi portant loi de programmation relative à la Sécurité intérieure pour l'année 2017-2021. Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre de ladite loi, le Ministère de Sécurité et de la Protection civile ne participe pas aux activités relatives à la mise en œuvre des projets/programmes.

### **2.2.6. Ministère des Affaires Religieuses et du Culte (MARC)**

A la date du 31/12/2018, le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte ne compte pas projet/programme.

## 2.3. ETAT D'EXECUTION DES P/P PAR SECTEURS DE PLANIFICATION (SECTEURS DNPDP)

Les **18** P/P du Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure sont répartis entre les deux (2) secteurs de planification définis dans le guide de remplissage des supports de collecte d'informations de la DNPDP, à savoir : Infrastructures et Ressources humaines.

Le secteur des Infrastructures totalise **dix (10)** projets/programmes soit **55,56%** et le secteur des Ressources humaines **huit (8)** projets/programmes soit **44,44%** des projets/programmes du Secteur.

La répartition des projets/programmes par secteur de planification est donnée dans le tableau N° 7 ci-après.

**Tableau 7: Répartition des P/P par secteur de planification**

N°	Secteurs de planification(DNPDP)	Nombre	Pourcentage
1	Infrastructures	10	55,56
2	Ressources humaines	8	44,44
<b>Total</b>		<b>18</b>	<b>100</b>

Source : CPS-SATFPSI-2019.

### 2.3.1. Etat d'exécution financière des p/p par secteur de planification

Le taux de décaissement global est de **82,93%** pour le secteur des Infrastructures et **64,83%** pour le secteur des Ressources humaines. Le taux global de décaissement est de **81,94%** contre **84,49 % en 2017**.

L'état d'exécution financière des projets/programmes par secteur de planification est donné dans le tableau N° 08 ci-après.

**Tableau 8: Etat d'exécution financière globale par secteurs de planification**

*(Les montants sont en Millions de F CFA)*

Secteur	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Observations
		Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
Secteur Infrastructure	278 476	55 542	211 814	267 356	44 132	177 598	221 730	79,46%	83,85%	<b>82,93%</b>	
Secteur Ressources humaines	54 538	10 566	5 006	15 572	8 485	1 610	10 095	80,30%	32,16%	<b>64,83%</b>	
<b>Total</b>	<b>333 014</b>	<b>66 108</b>	<b>216 820</b>	<b>282 928</b>	<b>52 617</b>	<b>179 208</b>	<b>231 825</b>	<b>79,59%</b>	<b>82,65%</b>	<b>81,94%</b>	

Source : Loi des finances 2018, DNPD-Gestionnaires des P/P.

### 2.3.2. Etat d'exécution financière des P/P du Secteur des Infrastructures

Le secteur des Infrastructures compte **dix (10)** P/P sur un total de **18**. Le coût total des P/P du secteur des Infrastructures s'élève à **278 476 millions CFA** soit **83,62%** du coût global des P/P du Secteur. Le financement total acquis du secteur des Infrastructures est de **267 356 millions F CFA**, soit **94,50%** du financement global acquis. Le cumul du décaissement est de **221 730 millions CFA** soit **95,65%** du décaissement du Secteur.

Le taux global de décaissement du Secteur des Infrastructures est de **82,93%**.

Pour le financement intérieur, le taux de décaissement est de **79,46%**, il est de **83,85%** pour le financement extérieur.

La situation globale d'exécution du secteur des Infrastructures est donnée dans le tableau N°9 ci-dessous.

Tableau 9: Etat d'exécution financière des P/P du secteur des Infrastructures

(Les montants sont en Millions de F CFA)

N°	RNP	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Obs
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
<b>Secteur Infrastructures</b>				<b>278 476</b>	<b>55 542</b>	<b>211 814</b>	<b>267 356</b>	<b>44 132</b>	<b>177 598</b>	<b>221 730</b>	<b>79,46%</b>	<b>83,85%</b>	<b>82,93%</b>	
<b>Projets en exécution</b>				<b>278 476</b>	<b>55 542</b>	<b>211 814</b>	<b>267 356</b>	<b>44 132</b>	<b>177 598</b>	<b>221 730</b>	<b>79,46%</b>	<b>83,85%</b>	<b>82,93%</b>	
1	2929	Réhabilitation Infrastructures Tutelle Collectivités Territoriales	2016-2019	2 204	2 204	0	2 204	822	0	822	<b>37,30%</b>	<b>0</b>	<b>37,30%</b>	
2	3046	Prog. Bornage Développement Zones Frontalières	2017-2019	1 273	933	340	1 273	222	313	535	<b>23,79%</b>	<b>92,06%</b>	<b>42,03%</b>	
3	2964	Programme Construction et Réhabilitation Pieds à Terre	2016-2019	3 570	3 570	0	3 570	1 385	0	1 385	<b>38,80%</b>	<b>0</b>	<b>38,80%</b>	
4	847	Appui à la mise en place des communes (Etat/ANICT)	2001-2018	222 895	29 983	192 912	222 895	29 944	175 231	205 175	<b>99,87%</b>	<b>90,83%</b>	<b>92,05%</b>	
5	2875	Contrat plan Etat-Régions	2015-2019	15 810	15 810	0	15 810	9 939	0	9 939	62,87%	0	<b>62,87%</b>	
6	NC	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et à la mise en place d'un système d'information sécurisé au Mali (PAECSIS)	2017-2022	16 375	0	11 135	11 135	0	747	747	<b>#DIV/0!</b>	<b>6,71%</b>	<b>6,71%</b>	
7	2870	Construction/Equipement Annexes MTFPRE	2009-2019	2 609	2 609	0	<b>2 609</b>	1 766	0	<b>1 766</b>	67,69%	0	<b>67,69%</b>	
8	3041	Construction Bureau Salle Archives DNFPF	2017-2019	433	433	0	<b>433</b>	54	0	<b>54</b>	12,47%	0	<b>12,47%</b>	

9	NC	Programmes Stabilisation à Ménaka	2017-2020	6 560	0	680	<b>680</b>	0	358	<b>358</b>	0	52,65%	<b>52,65%</b>	
10	NC	Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao	2019-2020	6 747	0	6 747	<b>6 747</b>	0	949	<b>949</b>	0	14,07%	<b>14,07%</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				<b>278 476</b>	<b>55 542</b>	<b>211 814</b>	<b>267 356</b>	<b>44 132</b>	<b>177 598</b>	<b>221 730</b>	<b>79,46%</b>	<b>83,85%</b>	<b>82,93%</b>	

Source : Loi des finances 2018, DNPD-Gestionnaires des P/P

### 2.3.3. Etat d'exécution financière des P/P du Secteur des Ressources humaines

Le secteur des Ressources humaines compte **huit (8)** P/P sur un total de **18**. Le coût total des P/P du secteur des Ressources humaines s'élève à **54 538 millions CFA** soit **16,38%** du coût global des P/P du Secteur. Le financement total acquis est de **15 572 millions F CFA**, soit **5,50%** du financement global acquis du Secteur. Le cumul du décaissement est de **10 095 millions CFA** soit **4,35%** du décaissement du Secteur.

Le taux global de décaissement du secteur des Infrastructures est de **64,83%**.

Pour le financement intérieur, le taux de décaissement est de **80,30%**, il est de **32,16%** pour le financement extérieur.

La situation globale d'exécution du secteur des Infrastructures est donnée dans le tableau N°10 ci-dessous.

**Tableau 10: Etat d'exécution financière des P/P du secteur des Ressources Humaines**

*(Les montants sont en Millions de F CFA)*

N°	RNP	Intitulé du projet	Durée	Coût	Financement acquis			Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Obs
					Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
<b>Secteur Ressources Humaines</b>				<b>54 538</b>	<b>10 566</b>	<b>5 006</b>	<b>15 572</b>	<b>8 485</b>	<b>1 610</b>	<b>10 095</b>	<b>80,30%</b>	<b>32,16%</b>	<b>64,83%</b>	
<b>Projets en exécution</b>				<b>50 415</b>	<b>10 566</b>	<b>2 509</b>	<b>13 075</b>	<b>8 485</b>	<b>1 610</b>	<b>10 095</b>	<b>80,30%</b>	<b>64,17%</b>	<b>77,21%</b>	
1	2329	Appui à la CPS Secteur Adm Territ Travail Fonct <sup>o</sup> Pub Secu. Interieure	2008-2019	900	900	0	900	648	0	648	72,00%	0	72,00%	
2	NC	Programme d'appui à la Réforme de l'Etat, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)	2012-2018	1 510	0	1 510	1 510	0	1 219	1 219	0	80,73%	80,73%	
3	NC	Projet d'Appui à la Mise en	2018-	500	0	524	524	0	23	23	0	4,39%	4,39%	

		œuvre des Accords de Paix et de Réconciliation (AMAPAR)	2020											
4	NC	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE)	2015-2019	19 351	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF	NF	
5	1960	Programme de Renforcement des Capacité Nationales par la formation	2003-2019	6 291	6 291	0	<b>6 291</b>	5 358	0	<b>5 358</b>	85,17%	0	<b>85,17%</b>	
6	1938	Programme de Développement Institutionnel (2ème Génération)	2017-2021	19 406	1 134	260	1 394	238	174	412	20,99%	66,92%	<b>29,56%</b>	
7	NC	Renforcement du processus de dialogue et de réconciliation	2016-2020	2 457	2 241	215	<b>2 456</b>	2 241	194	<b>2 435</b>	100,00%	90,23%	<b>99,14%</b>	
<b>Projets en préparation</b>				<b>4 123</b>	<b>0</b>	<b>2 497</b>	<b>2 497</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	
8	NC	Composante PIC III Mali-Luxembourg (Décentralisation et bonne Gouvernance)	2016-2019	4 123	0	2 497	2 497	0	0	0	0	0,00%	0,00%	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				<b>54 538</b>	<b>10 566</b>	<b>5 006</b>	<b>15 572</b>	<b>8 485</b>	<b>1 610</b>	<b>10 095</b>	<b>80,30%</b>	<b>32,16%</b>	<b>64,83%</b>	

Source : Loi des finances 2018, DNPD-Gestionnaires des P/P

**NF** : Non Fourni

## 2.4. REPARTITION DES P/P PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Les sources de financement des Projets /Programmes du Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure sont le budget national (financement intérieur) et l'appui des partenaires techniques et financiers (financement extérieur).

Dans la présente classification on distingue trois types de P/P suivant les sources de financement :

- les projets exclusivement financés sur le budget national, appelés projets/programmes sur financement intérieur ;
- les projets financés simultanément sur le budget national et sur l'appui financier des partenaires techniques et financiers, appelés projets à financement mixte ;
- les projets exclusivement financés sur l'appui des partenaires techniques et financiers, appelés projets/programmes sur financement extérieur.

### 2.4.1. Financement intérieur

Les p/p sur financement exclusif du budget national sont au nombre de **huit (8)** sur un total de **dix-huit (18)**, soit **44,44%** des projets/programmes du Secteur. Ils se répartissent entre le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation pour **quatre (5)** projets/programmes et le Ministère du Travail et de la Fonction Publique pour **trois (3)** projets/programmes, soit respectivement **62,50%** et **37,5%**.

La situation des p/p sur financement intérieur est présentée dans le tableau N°11 ci-dessous.

**Tableau 11: Situation des p/p sur financement intérieur**

N°	Intitulé du projet/programme	Ministère
1	Réhabilitation Infrastructures Tutelle Collectivités Territoriales	MATD
2	Prog. Const. et Réh. Pieds à Terre	
3	Appui à la mise en place des Communes/ANICT	
4	Contrat Plan Etat-Région/District	
5	Appui à la CPS Secteur Adm. Territ Travail Fonct° Pub Secu. Intérieure	
6	Construction bureau salle archives DNFPP	MTFP
7	Construction/Equipement annexes MTFPRE	
8	Programme Renforcement des Capacités nationales par la Formation des Agents de l'Etat	

Source : CPS-SATFPSI, 2019.

### 2.4.2. Financement mixte

Les projets financés simultanément sur le budget national et sur l'appui financier des partenaires techniques et financiers (PTF) sont au nombre de **trois (3)** sur un total de **quatorze (14)**, soit **21,43%** des projets/programmes du Secteur. Ils se répartissent entre le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Ministère de Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie publique, et le Ministère de Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, pour chacun **un (1)** projet/programme.

La situation des p/p sur financement mixte est présentée dans le tableau N°12 ci-dessous.

**Tableau 12: Situation des p/p sur financement mixte**

N°	Intitulé du projet/programme	Ministère
1	Bornage et Développement Zones Frontalières	MATD
2	Programme de Développement Institutionnel (PDI 2ème génération)	MRATVP
3	Renforcement du Processus de dialogue et de réconciliation	MCSPRN

Source : CPS-SATFPSI, 2019.

### 2.4.3. Financement extérieur

Les projets/programmes exclusivement financés sur l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF) sont au nombre de **sept (7)** sur un total de **dix-huit (18)**, soit **38,89%** des projets/programmes du Secteur. Ils sont en totalité au compte du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

La situation des p/p sur financement extérieur est présentée dans le tableau N°13 ci-dessous.

**Tableau 13: Situation des p/p sur financement extérieur**

N°	Intitulé du projet/programme	Ministère
1	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et à la mise en place d'un système d'information sécurisé au Mali (PAECSIS)	MATD
2	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE)	
3	Programme d'Appui à la Réforme de l'Etat, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)	
4	Projet d'Appui à la Mise en œuvre des Accords de Paix et Réconciliation (AMAPAR)	
5	Programmes Stabilisation à Ménaka	
6	Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao	
7	Composante PIC III Mali-Luxembourg (Décentralisation et bonne Gouvernance)	

Source : CPS-SATFPSI, 2019.

**CHAPITRE III : ETAT D'EXECUTION DES  
PROJETS/PROGRAMMES AU TITRE DU BSI 2018**

### 3.1. ETAT D'EXECUTION GLOBALE DES P/P AU TITRE DU BSI 2018

Au titre du BSI 2018, le total des crédits notifiés du Secteur s'élève à **13 378 millions F CFA**. La dotation budgétaire au titre du financement intérieur est **8 466 millions F CFA** contre **4 912 millions F CFA** pour le financement extérieur.

Le cumul du décaissement au 31/12/2018, s'élève à **7 455 millions F CFA**, soit un taux global de décaissement de **55,73%** contre **48,10%** en 2017.

Le cumul du décaissement au titre du financement intérieur est **4 224 millions F CFA**, soit un taux de décaissement de **49,89%**, contre respectivement **3 231 millions F CFA** et **65,78%** pour le financement extérieur.

La situation globale du BSI 2018 pour le Secteur est résumée dans le tableau **N°14** ci-dessous.

**Tableau 14: Etat d'exécution financière des P/P au titre du BSI 2018**

(Les montants sont en Millions de F CFA)

SITUATION DU BSI EN 2018											
N°	Ministère	Dotation budgétaire 2018			Décaissement en 2018			Taux de décaissement			Observations
		Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
1	MATD	7 350	4 912	<b>12 262</b>	3 473	3 231	<b>6 704</b>	47,25%	65,78%	<b>54,67%</b>	
2	MTFP	990	0	<b>990</b>	667	0	<b>667</b>	67,37%	0	<b>67,37%</b>	
3	MSPC	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	
4	MARC	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	
5	MCSPRN	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	
6	MRATVP	126	0	<b>126</b>	84	0	<b>84</b>	66,67%	0	<b>66,67%</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>8 466</b>	<b>4 912</b>	<b>13 378</b>	<b>4 224</b>	<b>3 231</b>	<b>7 455</b>	<b>49,89%</b>	<b>65,78%</b>	<b>55,73%</b>	

Source : Loi des finances 2018, DNPD-Gestionnaires des p/p

### 3.1.1. Etat d'exécution des P/P du MATD au titre du BSI 2018

Au Titre du BSI 2018, **six (6)** Projets/Programmes du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation bénéficient du financement, pour une dotation globale de **12 262 millions F CFA**, dont **4 912 millions F CFA** pour le financement extérieur. Cette dotation représente **91,66%** de la dotation totale du Secteur.

Le total du décaissement à la même période est de **6 704 millions F CFA**, soit un taux de décaissement global de **54,67%**. Ce montant représente **89,93%** du montant global décaissé pour le secteur.

Le taux de décaissement est de **49,89%** pour le financement intérieur et **65,78%** pour le financement extérieur.

L'état d'exécution du BSI 2018 du MATD est présenté dans le tableau n°15 ci-dessous.

**Tableau 15: Etat d'exécution financière du BSI 2018 du MATD**

(Les montants sont en Millions de F CFA)

SITUATION D'EXECUTION DU BSI 2018												
N°	RNP	Intitulé du projet	Dotation budgétaire 2018			Décaissement en 2018			Taux de décaissement			Obs
			Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
<b>Projets en exécution</b>			<b>7 350</b>	<b>4 912</b>	<b>12 262</b>	<b>3 473</b>	<b>3 231</b>	<b>6 704</b>	<b>47,25%</b>	<b>65,78%</b>	<b>54,67%</b>	
<b>Secteur Infrastructures</b>			<b>7 200</b>	<b>4 912</b>	<b>12 112</b>	<b>3 417</b>	<b>3 231</b>	<b>6 648</b>	<b>47,46%</b>	<b>65,78%</b>	<b>54,89%</b>	
1	2929	Réhabilitation Infrastructures Tutelle Collectivités Territoriales	500	0	500	190	0	190	38,00%	0	38,00%	
2	3046	Prog. Bornage Développement Zones Frontaliers	300	0	300	73	0	73	24,33%	0	24,33%	
3	2964	Programme Construction et Réhabilitation Pieds à Terre	1 000	0	1 000	374	0	374	37,40%	0	37,40%	
4	847	Appui à la mise en place des communes (Etat/ANICT)	1 000	4 912	5 912	380	3 231	3 611	38,00%	65,78%	61,08%	

5	2875	Contrat plan Etat-Régions	4 400	0	<b>4 400</b>	2 400	0	<b>2 400</b>	54,55%		<b>54,55%</b>	
6	NC	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et à la mise en place d'un système d'information sécurisé au Mali (PAECSIS)	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	
7	NC	Programmes Stabilisation à Ménaka Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	
8	NC	Programmes Stabilisation à Ménaka Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	
<b>Secteur Ressources Humaines</b>			<b>150</b>	<b>0</b>	<b>150</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>56</b>	<b>37,33%</b>	<b>0</b>	<b>37,33%</b>	
9	2329	Appui à la CPS Secteur Adm Territ Travail Fonct <sup>o</sup> Pub Secu. Interieure	150	0	<b>150</b>	56	0	<b>56</b>	37,33%	0	<b>37,33%</b>	
10	NC	Programme d'appui à la réforme de l'Etat, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	
11	NC	Projet d'Appui à la Mise en œuvre des Accords de Paix et de Réconciliation (AMAPAR)	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	0	0	<b>0</b>	

12	NC	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE)	0	0	0	0	0	0	0	0!	0!
<b>Projets en préparation</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Secteur Ressources Humaines</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
13	NC	Composante PIC III Mali-Luxembourg (Décentralisation et bonne Gouvernance)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>7 350</b>	<b>4 912</b>	<b>12 262</b>	<b>3 473</b>	<b>3 231</b>	<b>6 704</b>	<b>47,25%</b>	<b>65,78%</b>	<b>54,67%</b>

Source : Loi des finances 2018, DNPD-Gestionnaires des P/P

### 3.1.2. Etat d'exécution financière des P/P du MTFP du BSI 2018

Au Titre du BSI 2018, les **trois (3)** Projets/Programmes du Ministère du Travail et de la Fonction Publique bénéficient du financement, pour une dotation globale de **990 millions F CFA**. Cette dotation représente **7,40%** de la dotation totale du Secteur.

Le total du décaissement à la même période est de **667 millions F CFA**, soit un taux de décaissement global de **67,37%** contre **97,15%** en 2017. Ce montant représente **8,95%** du montant global décaissé du Secteur.

Pour l'année 2018, les projets/programmes du MTFP n'ont pas bénéficié de financement extérieur sur le BSI.

L'état d'exécution du BSI 2018 du MTFP est présenté dans le tableau N°16 ci-dessous.

Tableau 16 : Etat d'exécution des P/P du MTFP au titre du BSI 2018

(Les montants sont en Millions de F CFA)

SITUATION DU BSI 2018											
N°	RNP	Intitulé du projet	Financement acquis		Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement			Obs
			Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	
<b>Projets en exécution</b>			<b>990</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>667</b>	<b>0</b>	<b>667</b>	<b>67,37%</b>	<b>0</b>	<b>67,37%</b>
<b>Secteur Infrastructures</b>			<b>490</b>	<b>0</b>	<b>490</b>	<b>193</b>	<b>0</b>	<b>193</b>	<b>39,39%</b>	<b>0</b>	<b>39,39%</b>
1	2870	Construction/Equipement Annexes MTFPRE	300	0	300	139	0	139	46,33%	0	46,33%
2	3041	Construction Bureau Salle Archives DNFPF	190	0	190	54	0	54	28,42%	0	28,42%
<b>Secteur Ressources Humaines</b>			<b>500</b>	<b>0</b>	<b>500</b>	<b>474</b>	<b>0</b>	<b>474</b>	<b>94,80%</b>	<b>0</b>	<b>94,80%</b>
3	1960	Programme de Renforcement des Capacités Nationales par la formation	500	0	500	474	0	474	94,80%	0	94,80%
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>990</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>667</b>	<b>0</b>	<b>667</b>	<b>67,37%</b>	<b>0</b>	<b>67,37%</b>

Source : Loi des finances 2018, DNP-D-Gestionnaires des P/P

### 3.1.3. Etat d'exécution financière des P/P du MRATVP au titre du BSI 2018

Au Titre du BSI 2018, le Programme du Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique bénéficie du financement, pour une dotation de **126 millions F CFA**. Cette dotation représente **0,94%** de la dotation totale du Secteur.

Le total du décaissement à la même période est de **84 millions F CFA**, soit un taux de décaissement de **66,67%** contre **99,50%** en 2017 (PDI 2). Ce montant représente **1,13%** du montant global décaissé pour le Secteur.

Pour l'année 2018, programme du MRATVP n'a pas bénéficié de financement extérieur sur le BSI.

L'état d'exécution du BSI 2018 du MRATVP est présenté dans le tableau N°17 ci-dessous.

Tableau 17 : Etat d'exécution financière des P/P du MRATVP au titre du BSI 2018

(Les montants sont en Millions de F CFA)

SITUATION DU BSI EN 2018												
N°	RNP	Intitulé du projet	Dotation budgétaire 2018			Décaissement en 2018			Taux de décaissement			Observations
			Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
		<b>Projets en exécution</b>	126	0	126	84	0	84	66,67%	0	66,67%	
		<b>Secteur Ressources Humaines</b>	126	0	126	84	0	84	66,67%	0	66,67%	
1	1938	Programme de Développement Institutionnel (2ème Génération)	126	0	126	84	0	84	66,67%	0	66,67%	
		<b>Projet en préparation</b>	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	0	0	
		<b>TOTAL GENERAL</b>	126	0	126	84	0	84	66,67%	0	66,67%	

Source : Loi des finances 2018, DNPD-Gestionnaires des P/P

### 3.1.4. Etat d'exécution des P/P du MCSPRN au titre du BSI 2018

Au titre du BSI 2018, le projet du Ministère de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale n'a pas bénéficié de financement. Voir le tableau N° 18 ci-dessous

Tableau 18 : Etat d'exécution financière des P/P du MCSPRN au titre du BSI 2018

(Les montants sont en Millions de F CFA)

SITUATION DU BSI EN 2018												
N°	RNP	Intitulé du projet	Dotation budgétaire 2018			Décaissement en 2018			Taux de décaissement			Observations
			Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total	
		<b>Projets en exécution</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		<b>Secteur Ressources Humaines</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1	1938	Renforcement du processus de dialogue et de réconciliation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		<b>Projet en préparation</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		<b>TOTAL GENERAL</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

Source : Loi des finances 2018, DNPD-Gestionnaires des P/P

### 3.1.5. Etat d'exécution des P/P du MSPC au titre du BSI 2018

Les différents projets/programmes relevant du sous-secteur sécurité intérieure et protection civile sont financés sur le budget ordinaire, dans le cadre de la Loi portant loi de programmation relative à la Sécurité intérieure. A cet effet, ils ne bénéficient pas de financement sur le BSI 2018.

### 3.1.6. Etat d'exécution des P/P du MARC au titre du BSI 2018

Au titre de l'année 2018, le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte ne porte pas de projets/programmes. A cet effet, il n'a pas bénéficié de financement sur le BSI 2018.

**CHAPITRE IV : SITUATION DES REALISATIONS PHYSIQUES  
DES P/P ET LEUR CONTRIBUTION A LA REDUCTION DE LA  
PAUVRETE**

#### 4.1. SITUATION DES REALISATIONS PHYSIQUES

Les réalisations couvrent les domaines d'intervention prioritaires du Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure : infrastructures, développement des zones frontalières, décentralisation et gouvernance, modernisation de l'Etat civil, paix et réconciliation nationale, développement institutionnel, renforcement des capacités des ressources humaines, et fourniture d'équipement et de matériels roulants.

La situation des réalisations physiques est présentée dans le **tableau n° 19** ci-dessous :

Tableau 19: Réalisations physiques des P/P du Secteur

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
<b>Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation</b>			
<b>N°1. Projet Réh. Infrac. Collect. Territoriales</b>			
Logement gouvernorat		Bureau préfet	1
Logement préfet		Bureau sous-préfet	1
Logement sous-préfet		Pied à terre	1
Pied à terre		Mure de clôture Cercle	1
Mur de clôture Cercle			
<b>N°2. Prog. Const. et Réh. Pied-à-terre</b>			
Logement gouvernorat		Bureau préfet	1
Logement préfet		Bureau sous-préfet	1
Logement sous-préfet		Pied à terre	2
Pied-à-terre		Mure de clôture Cercle	1
Mure de clôture Cercle			

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
<b>N°3. Bornage et Développement Zones Frontalières</b>			
<b>Frontière Mali-Mauritanie</b>		Réparation du véhicule Toyota Prado N° AL 6026 MD au profit de la DNF du MATD	
<b>Promotion d'initiatives transfrontalières :</b>		Acquisition d'onduleurs APC 100 VA au profit de la DNF/MAT	
Tenue de la rencontre ministérielle (Mali-Mauritanie)	01	Entretien et réparation du véhicule N° CH 3609 au profit de la DNF/MAT	
Rencontre des Ministres en charge des questions de frontière à Nouakchott, les 19 et 20 novembre 2014 pour la relance des activités de délimitation de la frontière	01	Entretien et réparation du véhicule N° CH 3609 au profit de la DNF/MATD	
<b>Coopération transfrontalière :</b>		Fourniture de matériels informatiques au profit de la DNF/MATD	
<b>Rencontre frontalières</b>			
-La Tenue de la rencontre ministérielle Mali-Mauritanie du 30 janvier 2016 à Nouakchott pour l'adoption d'un tracé consensuel.	01	Acquisition de matériels et mobiliers de bureau au profit de la DNF/MATD.	
-La Tenue de la rencontre de la commission Technique Mixte de Matérialisation de la frontière Mali-Mauritanie tenue à Aïnou El Atrouss (Mauritanie du 22 au 24 avril 2016).		Travaux de reprise de peinture de l'abri accompagnant du Centre de Santé de Bénéna au profit de la DNF/MATD	

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		Fourniture de matériels de plomberie au profit de la DNF/MATD	
-La Tenue de rencontres de la commission Mixte de matérialisation de la frontière01. (Mali –Mauritanie)	02	Fourniture de matériels de quincaillerie au profit de la DNF/MATD Vision au profit de la DNF/MAT	
La Tenue de rencontre Ministérielle (Mali Mauritanie).	01		
<b>Délimitation /Démarcation :</b>			
-Exploitation conjointe des documents administratifs, juridiques et cartographique au Sénégal et en France.	01		
-Exploitation commune des documents conjointement collectés ;	01		
-Communication Ecrite ne conseil des Ministre en janvier 2005 ;	01		
-Réalisation de photographies aérienne de la zone frontalière (Secteur I II) ;	02		
-Réalisation de mosaïque contrôlées à l'échelle 1/50000ème (secteurs I et II	02		
-Elaboration de documents cartographique à l'échelle 1/50000ème	01		

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
-Positionnement des villages à peuplement Mauritanien situés le long de la frontière dans le Secteur II.	01		
-Reconnaissance technique de la ligne frontière : 2011 ;	01		
-Mise en place des canevas de base sur le terrain : 2011	01		
Elaboration de projets de traité de délimitation et démarcation de la ligne frontière en 2014 ;	01		
<b><i>Développement des zones frontalières :</i></b>			
-Réalisation de l'adduction d'eau et de bornes fontaines à Beity-MBimia (Frontière Mali – Mauritanie)	02		
Réalisation d'une maternité à Beity-MBimia (Frontière Mali – Mauritanie)	01		
-Extension du réseau d'électrification du village de Kouroukéré (frontière Mali Mauritanie)	01		
Réalisation d'études géophysiques de 06 forages aux frontière Mali –Mauritanie	06		
-Réalisation de l'étude géophysique de l'adduction d'eau à KaKoulou (frontière Mali – Mauritanie)	01		

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
L'équipement en services sociaux de base a été amélioré dans les zones frontalières avec la Mauritanie à travers la réalisation suivantes :  La réalisation de l'électrification du village de Koroukéré dans le cercle de Nioro du Sahel à travers l'extension du réseau d'électrification ;	01		
- La réalisation d'études géophysique de 3 puits à grand diamètre et de 3 forages à la frontière Mali –Mauritanie ; - La Réalisation d'étude géophysique de 2 puits à grand diamètre et de 2 forages à la frontière Mali Niger.	06		
-Réalisation d'étude de faisabilité de l'électrification des localités de Gogui (frontière Mali Mauritanie	01		
Réalisation d'un puits à grand diamètre et de 3 forage à la frontière Mali –Mauritanie.	04		
<b>Frontière Mali –Guinée :</b>			
<b>Coopération Transfrontalière :</b>			
La tenue de la rencontre ministérielle Mali Guinée les 06 et 07 février 2016 à Conakry en République de Guinée.	01		

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
Tenue d'une rencontre entre le Gouverneur de Région et leurs homologues de la Guinée ;			
Le positionnement des sites litigieux le long de la frontière Mali Guinée du 01 au 11 mars 2016.	01		
Sensibilisation des autorités administratives et les élus le long de frontière en janvier 2014	01		
La tenue à Bamako au Mali du 12 au 13 mars 2016 de la rencontre de la sous-commission, Technique Mixte de Matérialisation de la frontière Mali –Guinée en vue de la finalisation du dossier technique des travaux de positionnement.	01		
Conduite du 13 au 20 juin 2016 de la commission de sensibilisation autour du processus de la délimitation /démarcation et du règlement des questions liées aux sites litigieux.	01		
Tenue du 01 rencontre entre le Ministre en charge des questions de frontières et des homologues de la Guinée.			
<b>Délimitation/ Démarcation :</b>		En 2018	
Rechercher documentaire complémentaire au Sénégal et			

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
en France pour la délimitation de la frontière Mali –Guinée.			
Rencontre de la commission technique Mixte Matérialisation de la frontière en janvier 2013 à Conakry pour la relance de ses activités ;	01		
Rencontre de la commission technique Mixte de Matérialisation des frontières en janvier 2014à Bamako pour l'exploitation des documents conjointement collectés ;;	01		
Sensibilisation des autorités administratives et des élus le long de la frontière en janvier 2014 ;			
Reconnaissance à l'interne de la ligne frontière entre le Mali- Guinée.	01		
Reconnaissance de la ligne frontière entre le Mali et la Guinée ;	01		
Tenue d'une rencontre de la commission technique mixte de matérialisation de la frontière Mali Guinée à Conakry.	01		
-Tenue à l'interne de la rencontre des experts pour l'élaboration d'une proposition de tracé de la frontière Mali –Guinée.	01		

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
<b>Développement des zones frontières :</b>			
Réalisation d'étude géophysiques de 06 forages aux frontières Mali -Guinée			
<b>Mali Niger :</b>			
<b>Coopération Transfrontalière :</b>			
-Tenue de 02 rencontres entre le Ministre en charge des questions de frontière et ses homologues de la Guinée et du Niger.			
-Tenue de 01 rencontre entre le Ministre en charge des questions de frontière et son homologue du Niger.			
-Tenue d'une rencontre entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues Niger			
<b>Délimitation/Démarcation</b>			
-Tenue de la 4ème session de la commission technique mixte paritaire de matérialisation de la frontière Mali Niger.	01		
-Tenue de la rencontre tripartite Mali- Burkina-Niger pour l'élaboration des budgets de la densification des bornes de	12		

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
la frontière Mali- Burkina et Burkina-Niger			
<b>Développement de zones frontalières :</b>			
La Réalisation d'études géophysiques de 2puits à grand diamètre et de 2 forages à la frontière Mali- Niger.	04		
<b>Mali –Burkina Faso :</b>		En 2018	
<b>Coopération Transfrontalière :</b>			
Tenue d'une rencontre entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues du Burkina Faso.	01		
-Tenue de la rencontre d'échanges 'expérience à Bobo-Dioulasso entre les acteurs des espaces de coopération transfrontalière Tominian –Kossi et SKBO du Burkina-Faso.	01		
<b>Promotion d'initiatives transfrontalières :</b>			
-Tenue de la rencontre d'échanges 'expérience à Bobo-Dioulasso entre les acteurs des espaces de coopération transfrontalière Tominian –Kossi et SKBO du Burkina-Faso.	01		
<b>Délimitation/Démarcation :</b>			

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
-Tenue le 28 novembre 2016 d'une rencontre d'échange sur l'impact du bornage de la frontière Mali Burkina.	01		
Tenue de la réunion de la commission d'abornement Mali-Burkina pour la densification et le recensement des localités et équipement affectés par le bornage de a frontière	01		
<b><i>Développement des zones frontières</i></b>			
-Electrification du siège du groupement local de Coopération transfrontalière Tomian-Kossi Mali –Burkina			
-Réalisation de latrines, de la cuisine te de la clôture des logements du personnel du Centre de Santé Transfrontalier Wania-Ouorokuy (Mali- Burkina).	03		
Réalisation d'études de faisabilité de l'électrification des localités de Bénéna (frontières Mali Burkina-Burkina)	01		
-Réalisation de 3 forages à la frontière Mali-Burkina.	03		
<b>Mali Algérie</b>		En 2018	
<b><i>Coopération Transfrontalière :</i></b>			
Tenue d'une rencontre entre les Gouverneurs de Régions et			

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
leurs homologues de l'Algérie			
<b>Délimitation/Démarcation</b>			
<b>Développement des Zones frontalières</b>			
<b>Mali-Sénégal</b>			
-Rencontre Ministérielles	01		
<b>Délimitation/Démarcation :</b>			
-Recherches conjointes de documents administratifs, juridiques et cartographiques au Sénégal, en France et Unilatéralement par la partie malienne aux Etats-Unis d'Amérique ;	01		
Reconnaissance technique de la ligne frontière : 2011 ;	01		
Mise en place du canevas de base sur le terrain : 2011 ;	01		
Elaboration de Projets de Traité de délimitation et démarcation de la ligne Frontière en 2014 ;	01		
Signature du traité de délimitation, de démarcation et de bornage de la Frontière Mali-Sénégal en mai 2014 ;	01		

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
-Reconnaissance de la frontière Mali –Sénégal en prélude aux travaux de bornage en juin 2014 ;	01		
-Rencontre Commission Technique Mixte de matérialisation ;	01		
Rencontre Commissions Nationales des Frontière ;	01		
Reconnaissance technique, Démarcation /Bornage	01		
Rencontre de la Commission technique Mixte Paritaire de Matérialisation de la Frontière.	01		
-Acquisition de matériels technique, d'équipements logistiques et de campement dans le cadre du bornage de la frontière Mali- Sénégal.	01		
-Trente	06		
-Pneus Camoin	04		
-Pneus	32		
-Pneus	01		
- Groupes électrogène	62		
- Literie de campement	-		
-Matériels divers de campement			
-Elaboration de Projet de Traité de délimitation et démarcation de la ligne frontière.	02		

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
Acquisition de matériels pour le bornage.			
<b>Développement des zones frontalières</b>			
<b>Autres activités transfrontalières</b>			
Tenue de 12 rencontres entre les Sous- Préfets et leurs homologues des pays voisins	12		
-Tenue de 7 rencontres entre les préfets et leurs homologues des pays voisins.	07		
<b>N°4 Contrats Plan Etat-Régions et N°5. Contrats Plan Etat-Régions</b>			
		Adduction eau	7
		Aménagement 120 ha	1
		Aménagement Lac Horo	9
		Construction Gare routière (étude géotechnique+1bl 20mag+1bl bur)	1
		Construction Musée	1
		Construction Piste rurale	1
		Coordination des appuis	5

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		Entretien route	2
		Etudes	2
		Forage	6
		Marché à bétail	2
		Mobilier de bureau	1
		Réhabilitation Ouvrage de submersion	5
		Réhabilitation piste	1
		Suivi et Contrôle	5
		Village artisanal	9
<b>N° 5. Appui à la mise en place des Communes/ ANICT</b>			
		Construction/Clôture bâtiment administratif	3
		Construction Ponceau	1
		Achat Matériel de bureau	9
		Construction de salles de classe	7

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		Equipement périmètre maraicher	1
		Equipement périmètre irrigué	1
		Achat mobilier scolaire élèves	34
		Construction forage	9
		Equipement Centre de santé	11
		Acha plate-forme multifonctionnelle	4
		Eau/Electrification centre de santé	2
		Equipement forage	8
		Construction/Extension Centre de santé	
		Equipement bâtiment administratif	3
		Extension adduction d'eau	2
		Achat panneau solaire	1
		Divers	17
		Marché de détail	1

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		Extension Centre de Santé	1
		Achat groupe électrogène	1
<b>N°6. Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et à la mise en place d'un système d'information sécurisé au Mali (PAC SIS)</b>			
Note technique de proposition pour la relecture des textes transmise en novembre 2018		Note technique de proposition pour la relecture des textes transmise en novembre 2018	
Organisation d'une réunion du comité technique de coordination en avril 2018	1	Organisation d'une réunion du comité technique de coordination en avril 2018	1
Missions d'assistance technique perlée réalisées (L. CONTIS).	3	Missions d'assistance technique perlée réalisées (L. CONTIS).	3
Différentes rencontres pour conduire le diagnostic et identifier les domaines d'actions prioritaires.		Différentes rencontres pour conduire le diagnostic et identifier les domaines d'actions prioritaires.	
Formation / initiation au Management Public (DNEC, CTDEC) ;		Formation / initiation au Management Public (DNEC, CTDEC) ;	
Rapport de diagnostic et plan de renforcement des capacités de la DNEC/CTDEC disponibles et transmis à la DNEC.		Rapport de diagnostic et plan de renforcement des capacités de la DNEC/CTDEC disponibles et transmis à la DNEC.	
Voyage d'étude réalisé du 26/11 au 7/12 / 2018.		Voyage d'étude réalisé du 26/11 au 7/12 / 2018.	

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
Assistance – conseil aux cadres de la DNEC à la demande.		Assistance – conseil aux cadres de la DNEC à la demande.	
Préparation des supports d'information sur la SNEC		Préparation des supports d'information sur la SNEC	
Elaboration projet de décision DNEC pour la constitution de l'équipe technique chargée de conduire les activités d'élaboration de la stratégie nationale de communication dans le domaine de l'état civil.		Elaboration projet de décision DNEC pour la constitution de l'équipe technique chargée de conduire les activités d'élaboration de la stratégie nationale de communication dans le domaine de l'état civil.	
Rédaction du rapport de capitalisation des expériences.		Rédaction du rapport de capitalisation des expériences.	
Elaboration du document provisoire de la stratégie nationale de formation des acteurs de l'état civil sur base des observations de l'atelier national.		Elaboration du document provisoire de la stratégie nationale de formation des acteurs de l'état civil sur base des observations de l'atelier national.	
Elaboration projet de texte (décret) pour l'institutionnaliser la JAEC.		Elaboration projet de texte (décret) pour l'institutionnaliser la JAEC.	
Formalisation de la démarche d'appui aux communes pour l'élaboration et la mise en œuvre des PASEC.		Formalisation de la démarche d'appui aux communes pour l'élaboration et la mise en œuvre des PASEC.	
Prise de fonction de 4 CTR le 5/11/2018 et présentation à la DNEC		Prise de fonction de 4 CTR le 5/11/2018 et présentation à la DNEC	
Formation à l'état civil par la DNEC		Formation à l'état civil par la DNEC	

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
Formation aux procédures de gestion du PAECSIS		Formation aux procédures de gestion du PAECSIS	
Installation des CTR de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou le 3/12/2018 (y compris chauffeur).		Installation des CTR de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou le 3/12/2018 (y compris chauffeur).	
Conception/ adaptation des supports médiatiques pour la JAEC 2018	5	Conception/ adaptation des supports médiatiques pour la JAEC 2018	5
<b>N°7. Programmes Stabilisation à Ménaka</b>			
		Liste des équipements à réaliser validée par le CROCSAD.	
		Finalisation du choix des parcelles.	
		Démarrage des projets pilotes.	
		Avis de Non Objection (ANO) de la Kfw pour les demandes de propositions pour le recrutement des bureaux d'études (réalisation des Préfectures/Brigades/Mairies/CSCOM).	
		Evaluation des offres « l'élaboration de la communication » en cours.	
		ANO de la Kfw pour la demande de proposition pour le recrutement d'un consultant (étude d'impact).	

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		Evaluation des offres en cours (audit financière).	
		Application « Fiel Buzz » opérationnelle.	
		Travaux d'installation d'une connexion VAST en cours.	
<b>N°8. Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao</b>			
		Etablissement d'une structure opérationnelle à Gao sur la base d'un consortium.	
		Lancement du programme à Gao.	
		Etablissement du cadre institutionnel du programme avec la signature des conventions : contrat de rétrocession entre WHH et le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre le Gouvernorat de Gao, WHH et ACTED, décision du Gouverneur de Gao portant élargissement du Comité technique régional de coordination pour couvrir le Programme « Piste paix », convention de collaboration entre la Direction régionale du génie rural en tant que point focal.	
		Finalisation de l'étude d'avant-projet détaillé de la piste de Taboye (5,2km) et passation de marché via appel d'offre national pour 2 lots de ce projet.	

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		Recrutement en cours (via appel d'offres national) de 2 entreprises de construction pour la réhabilitation du pont à l'entrée du chef-lieu.	
		Finalisation des travaux de réhabilitation et de construction des infrastructures marchandes en Cash for Work à Taboye.	
		Recrutement en cours (via appel d'offres national) de 3 entreprise de construction pour la construction des marchés des villages de Doro, Dorey et N'Tahaka.	
		Information-sensibilisation des communautés cibles sur l'approche HIMO et la gestion des revenus (dans les 2 communes pilotes).	
		Formation de Comité de gestion des infrastructures marchandes.	
		Présélection de 124 projets individuels, dont 3 piste, dans 16 communes à réaliser en 2019-2020.	
<b>N°9. Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE)</b>			
		<b>Meilleure maitrise des CT dans la réalisation des investissements</b>	
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la mise en œuvre de la stratégie DER de la Région de Kayes et à la révision des stratégies des CR de Ségou et Mopti.</li> </ul>	3 Régions

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la signature et la mise en œuvre des CPER des régions de Ségou, Mopti et Kayes (3CPERsignés totalisant un montant global de 9 462 308 842 FCFA pour la réalisation de 8 projets au total).</li> <li>Accompagnement des CT dans l'élaboration de leur Programme de social et développement économique social et culturel(PDESC).</li> <li>Existence d'une cartographie de l'infrastructure financée par l'UE dans les régions de Ségou et Mopti.</li> <li>Accompagnement des CR de Mopti et Ségou dans le processus de transfert de l'infrastructure aux communes et les communes dans la contractualisation avec des gestionnaires délégués.</li> <li>Formalisation et accompagnement des entreprises de 310 Opérations économiques.</li> <li>193 plans d'affaires des entreprises féminines disponibles 'Ségou, Mopti et Kayes)</li> <li>Octroi d'une subvention en matériels et équipements pour 99 OE/OP bénéficiaires</li> <li>Mise en place d'une application web sur le revenu du</li> </ul>	<p>3CPER</p> <p>47PDESC</p> <p>22Infrastruct ure</p> <p>22Infrastruct ures</p> <p>310 OE</p> <p>193 plans d'affaires</p> <p>99 OE/OP</p>

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		territoire dans les régions partenaires  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet pilote de « Création d'opportunités d'emplois pour jeune et migrant de retour à Kayes » :               <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mise en place et animation de 2 centres d'incubation (CFAP-Kayes et centre Sakola)</li> <li>✓ Aménagement des infrastructures par les centres et acquisition d'outils /équipements</li> <li>✓ Formation appui à l'installation et coaching de 88jeunes dans le domaine de l'agrobusiness.</li> <li>✓ Sélection de 20projets de la société civile pour l'appui à l'élaboration des business plan de ces projets.</li> </ul> </li> </ul> <p>Mise en place d'une dynamique de coopération entre les régions « Benchmarking régional » avec la signature d'un protocole de collaboration entre les 3 régions autour de 4 domaines de performance.</p>	03 régions  02 centres  88 jeunes  20 projets  04 domaines de performance
		<b><i>Renforcement des cadres institutionnels et du contrôle étatique.</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui technique à la DGCT pour l'adaptation du cadre juridique et institutionnel de la décentralisation.</li> </ul>	

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à l'opérationnalisation de la Direction National de la Fonction Publique des CT.</li> <li>• Appui à la mise en place et au renseignement d'une base de données des fonctionnaires territoriaux.</li> <li>• Renforcement de la fonctionnalité des CLOCSAD/ CRCSAD en tant qu'organe d'orientation et de suivi de la décentralisation .En 2018 : au moins 2CLOCASD par cercle et 1CROCSAD par région.</li> <li>• Opérationnalisation de la base OISE dans les 3 régions de Kayes, Ségou et Mopti.</li> <li>• Mise en place de mécanismes de suivi de la décentralisation dans les 3 régions accompagnées Existence des rapports régionaux des indicateurs DCPND des régions de Kayes, Ségou et Mopti validés en CROCAD 22 rapports pour le niveau cercle.</li> <li>• Mécanisme de suivi contrôle des investissements fonctionnels dans les commissions ad hoc SCI partagés en CLOCSAD, Disponibilité des rapports d'inspection systématique de plus d'une centaine de CT dans les 3 régions</li> </ul>	<p>3 Régions et 22 cercles</p> <p>Mécanisme fonctionnel dans 3 régions</p> <p>7 commission s ad hoc du SCI</p>

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		<p>de Kayes, Ségou et Mopti.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcements des capacités des ADR de Kayes, Ségou et Mopti avec transferts des démarches PADRE (Subventions locales signées avec les ADR de Ségou et Kayes).</li> <li>• Appui à la formation de 345 élus, agents des CT, membres et agents des Autorités intérimaires (Formalisation réalisée par le CFCT sur financement PADRE)</li> <li>• Appui à l'autorité intérimaire Région de Gao pour la mise en place des démembrements des conseils consultatifs de l'autorité intérimaire dans les cercles d'Ansongo, Gao et Bourem.</li> </ul>	<p>02 ADR</p> <p>345 auditeurs</p> <p>03</p>
		<p>Promotion d'une culture de participation citoyenne</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 29 Groupes d'acteur citoyens (GAC) mis en place et fonctionnels.</li> <li>• 23 Plénière des femmes (PF) sont mises en place et fonctionnelles dans les communes partenaires.</li> <li>• Capacités des Citoyens renforcées à travers une série de formation sur la participation et le contrôle citoyen et qui ont</li> </ul>	<p>29 GAC</p> <p>23PF</p> <p>398 citoyens</p>

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		<p>posé des premiers actes de participation, de contrôle et d'interpellation envers leur conseil communal.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place et animation de plateformes régionales de la société civile sur la participation citoyenne dans les 3 régions accompagnées.</li> <li>62% des Initiatives des femmes Intégrées dans les documents de planification (PDESC/plan annuel de travail des communes d'intervention Les membres du GAC Participe régulièrement aux sessions communales, restitution publiques journées citoyennes, ct).</li> <li>389 femmes membres de la plénière ont acquis des connaissances sur la gestion. Communale le plaidoyer/ lobbying et le budget communal afin qu'elle puisse jouer pleinement leur rôle dans la gestion des affaires communales.</li> <li>Les citoyens interpellent de plus en plus leurs représentants sur des aspects de la gestion communale dans les régions partenaires (93 cas d'interpellation des élus par les satisfaits OSC dont 55% ont été).</li> <li>Diffusion des spots au niveau de 22 radios locales sur des thématiques de la décentralisation (citoyenneté, budget</li> </ul>	<p>3plateforme s</p> <p>57 Initiatives</p> <p>289 femmes</p> <p>93 d'interpellati on</p> <p>Kit citoyen disponible en six (6) langues locales et diffusion de spots au niveau de22</p>

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		communal, PDESC, décentralisation état civil en 6 langues. <b>Mobilisation des ressources financières des CT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à l'organisation des Restitutions publiques de la gestion des CT dans 20 communes dans les régions de Ségou, Kayes et Mopti.</li> <li>• Augmentation de la communication du compte de gestion aux communes par les percepteurs à leur hiérarchie dans les 3 régions partenaires.</li> <li>• Appui à l'organisation des journées citoyennes relatives au paiement des Impôts et Taxes Enrôlés, dans les communes partenaires.</li> <li>• Appui au recensement de la Matière Imposable dans les communes partenaires.</li> <li>• Appui à l'élaboration/ actualisation des plans d'action de mobilisation des ressources dans 20 communes</li> </ul> Développement d'un module sur le Recensement de la Matière via CFCT.	radios locales  20CT  12 journées citoyennes organisées  06 opérations de RMI  30 plans d'Action –

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
			DFL élaborés
<b>N°10. Programme d'Appui à la Réforme de l'Etat, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)</b>			
AT LT : 1320 hj		157,5 hj	
AT CT : 1 366 hj		679 hj	
<b>N°11. Projet d'Appui à la mise en œuvre des Accords de Paix et Réconciliation</b>			
Phase de diagnostic			
<b>N°12. Appui à la CPS Secteur Adm. Territ. Fonction Pub. Sécu. Intérieure</b>			
		Missions de supervision	4
		Missions de suivi des réalisations physiques	4
		Acquisition d'équipements, de matériels informatiques et de matériels roulants	
<b>Ministère du Travail et de la Fonction Publique</b>			
<b>N°13. Construction Bureau Salle Archives DNFPF</b>			

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
Travaux de construction de Bureaux et d'une Salle des Archives en R+2 en cours		Travaux de construction de Bureaux et d'une Salle des Archives en R+2 en cours.	
<b>N°14. Construction/Réhabilitation Annexes MTFP</b>			
		Fourniture de Matériels d'équipement de Bureau pour le compte du Centre National des Concours de la Fonction Publique (CNCFP).	1
		Fourniture de Matériels d'équipement de Bureau pour le Compte de la Direction Nationale du Travail (DNT).	
		Fourniture d'un Véhicule Toyota Hilux au Compte du Centre National des Concours de La Fonction Publique.	
<b>N°15. Renforcement des Capacités Nationales par la Formation des Agents de l'Etat (PPTE)</b>			
		Participation des agents de l'Etat à des formations dans différentes localités (USA, Maroc, Tunisie, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Italie et etc.). Les frais relatifs à la participation de la formation sont pris en charge par le programme notamment : achat des billets d'avion, paiement des frais pédagogiques et indemnités et d'autres dépenses y afférentes.	
<b>Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique</b>			
<b>N°16. Programme de Développement Institutionnel (PDI 2<sup>ème</sup> génération)</b>			
		<b>Actions visant à créer les conditions d'implantation de la Gestion Axée sur les Résultats dans l'administration (Composante 1) :</b>	2

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation d'une trentaine d'agents des services centraux de l'Etat en GAR/GPP et GRH/EFH ;</li> <li>- Formation au Maroc et en France de 10 cadres du CDI et de certaines structures impliquées dans la mise en œuvre du PDI-2</li> </ul>	
		<p><b>Actions visant à améliorer la performance de l'administration publique et la qualité des services délivrés aux citoyens (Composante 2) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cadrage méthodologique des secteurs de concentration des Réformes sectorielles intégrées (RSI) a été élaboré et validé et les 1ers secteurs ont été choisis</li> </ul>	1
		<p><b>Actions visant à favoriser l'émergence d'un management professionnel des politiques et programmes de développement (Composante 3) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formalisation d'un groupe de travail sur la stabilisation de l'encadrement supérieur (voir arrêté interministériel N°2018-2015 du 16 juillet 2018)</li> </ul>	1
		<p><b>Actions visant à mettre les préoccupations des citoyens au cœur de l'action administrative en vue de renforcer l'état de droit (Composante 3) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation de la Stratégie nationale de contrôle interne ;</li> <li>- appui apporté au Conseil national de la Société civile dans l'organisation des sessions de restitutions publiques des comptes administratifs et budgets administratifs des collectivités de Niéna, Blendio, Lobougou, Gouni, Dinandougou, Niamyna dans les régions de Sikasso et de Koulikoro</li> </ul>	2
		<p><b>Actions visant à assurer un pilotage politique renforcé et un pilotage technique efficace (Composante 4) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tableau de bord intégrant les différentes réformes a été conçu et validé ;</li> <li>- un manuel de procédures administratives et financières a été produit et</li> </ul>	3

REALISATIONS CUMULEES AU 31/12/2018		REALISATIONS DE L'ANNEE 2018	
Désignation	Nombre	Désignation	Nombre
		validé et la formation des acteurs à son utilisation a débuté : - des ateliers de sensibilisation et de partage du PDI-2 ont été organisés à Bamako, Sikasso, Kayes et Koulikoro	
<b>Ministère de Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation Nationale</b>			
<b>N°17. Renforcement du Processus de dialogue et de Réconciliation</b>			
		Dépositions recueillies	3592
		Victimes orientées vers les structures spécialisées de prise en charge	38
		Octroi de précipices à des victimes qui doivent bénéficier d'un soutien médical	33
		Une convention lie la CVJR à ASF-C '(Avocats Sans Frontière Canada) pour la prise en charge psychologique de 6 victimes	6
		Renforcement des capacités techniques de la base de données installées en 2017 à la CVJR	
		Mise en place des équipes mobiles de prise de dépositions	
		Démarrage des activités de Kidal, Ménaka, Taoudénit.	
<b>N°18. Composante PIC III Mali Luxembourg (Décentralisation et bonne Gouvernance</b>			

Source : Gestionnaires des projets/programmes



## 4.2. APPRECIATION DE LA CONTRIBUTION DES P/P DU SECTEUR A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE DANS LE CADRE DU CREDD

Les différentes réalisations des p/p du Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure ont permis l'atteinte des objectifs du CREDD. Il s'agit des résultats ci-après :

- la tutelle est mieux assurée ;
- des emplois permanents et temporaires sont créés dans les collectivités territoriales ;
- le retour de l'Administration a été facilité grâce aux projets/programmes de réhabilitation et d'équipements des infrastructures de certaines Régions affectées par la crise sécuritaire ;
- des infrastructures de gouvernance et d'équipements à vocation économique, générateurs de revenus (marchés, abattoirs, gares routières ...etc.) ont été mises à la disposition des populations ;
- les capacités des Collectivités territoriales du Mali et des Services déconcentrés sont renforcées dans leurs mandats et missions, notamment dans la fourniture des services sociaux de base ;
- la performance des agents de l'Etat est améliorée ;
- les services rendus aux usagers sont améliorés ;
- la réconciliation nationale s'instaure grâce à la contribution de la CVJR ;
- la fourniture et l'accessibilité à tous les usagers du service public de l'état civil ont été renforcées grâce au soutien à la modernisation et à une plus grande fonctionnalité des centres d'état civil.

## 4.3. APPRECIATION D'ENSEMBLE SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS/PROGRAMMES

En dépit des contraintes et difficultés, globalement, les projets/programmes avancent normalement.

L'état d'avancement par projet/programme du Secteur est donné dans le tableau N°20 ci-dessous.

**Tableau 20: Appréciation de l'état d'avancement des p/p**

N°	Intitulé du projet/programme	Appréciation de l'état d'avancement
1	Projet Réh.Infras. Tutelle Collect.Territoriales	
2	Prog. Const. et Réh. Pieds à Terre	
3	Bornage et Développement Zones Frontalières	Depuis 2016, la réalisation du projet se poursuit avec une légère amélioration suite à la revue à la hausse de l'allocation budgétaire.
4	Appui à la mise en place des Communes/ANICT	
5	Contrat Plan Etat-Région/District	
6	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et à la mise en place d'un système d'information sécurisé au Mali (PAECSIS)	

7	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE)	
8	Programme d'Appui à la Réforme de l'Etat, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)	La mobilisation de l'assistance technique suit globalement le rythme prévu.
9	Projet d'Appui à la Mise en œuvre des Accords de Paix et Réconciliation (AMAPAR)	En 2018 s'est déroulée la phase de diagnostic, la mise en œuvre des actions ne commencera qu'en 2019.
10	Programmes Stabilisation à Ménaka	
11	Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao	
12	Appui à la CPS Secteur Adm. Territ. Fonct° Pub. Sécu. Intérieure	Globalement, le projet s'exécute normalement.
13	Construction bureau salle archives DNFPF	Le projet est en retard par rapport à son délai d'exécution.
14	Construction/Réhabilitation annexes MTFPRE	Le projet n'a pas été exécuté normalement, suite à la rétention budgétaire survenue au 2ème semestre 2018.
15	Programme Renforcement des Capacités nationales par la Formation des Agents de l'Etat	Le programme s'exécute normalement depuis sa mise en place.
16	Programme de Développement Institutionnel (PDI 2ème génération)	Globalement le taux d'atteinte des résultats demeure faible (20,5%)
17	Renforcement du Processus de dialogue et de réconciliation	En 2018, la CVJR a réalisé des avancées certaines dans sa mission.
18	N°16. Composante PIC III Mali Luxembourg (Décentralisation et bonne Gouvernance)	

Source : CPS-SATFPSI, 2019.

**CHAPITRE V : DIFFICULTES/CONTRAINTE ET SOLUTIONS  
PROPOSEES**

## 5.1. DIFFICULTES / CONTRAINTES DE MISE EN ŒUVRE DES P/P

Les difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des p/p varient suivant les projets/programmes et les structures (gestionnaire des p/p). IL s'agit des difficultés/contraintes formulées par les gestionnaires des p/p. On peut les classer essentiellement en difficultés/contraintes liées à l'insécurité, à l'insuffisance des ressources, à la gouvernance.

La situation des difficultés/contraintes et les solutions proposées (par projets/programmes) est donnée dans le tableau N°21 ci-dessous.

**Tableau 21: Difficultés de mise en œuvre des p/p**

N°	Intitulé du P/P	Difficultés/Contraintes rencontrées	Causes/Sources	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organisations responsables	Délai d'exécution
1	Prog. Const. et Réh. Pieds à Terre	Pas de difficultés	-	-	-	-
2	Projet Réh.Infras. Collect.Territoriales	Pas de difficultés	-	-	-	-
3	Bornage et Développement Zones Frontalières	La situation sécuritaire	Présence de bandits armés dans certaines zones d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retour de l'administration dans les circonscriptions frontalières touchées par l'insécurité ;</li> <li>- Rendre visible les forces de défense et de sécurité dans les zones frontalières ;</li> <li>- Sécuriser les prestataires pour l'exécution des infrastructures dans les zones frontalières.</li> </ul>	MATD, MSPC, MDAC	2019
		faiblesse des investissements dans les zones frontalières	Faible allocation budgétaire	Revoir à la hausse le budget alloué au développement des zones frontalières	MEF	2019

N°	Intitulé du P/P	Difficultés/Contraintes rencontrées	Causes/Sources	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organisations responsables	Délai d'exécution
		Insuffisance de financement	Les ajustements budgétaires répétitifs en cours d'exercices	Stabiliser les budgets alloués pour le financement des infrastructures	MEF	2019
4	Appui à la mise en place des Communes/ANICT	Manque de prévisibilité des ressources financières	<u>Notification tardive des droits de tirage aux CT:</u> - confirmation tardive de certains engagements, - réception tardive des clés de répartition pour certaines sources de financements.	L'annonce dans les meilleurs délais de l'ensemble des informations relative à toutes les sources de financements	ANICT/PARTENAI RES	Sans délai
		Annulation des crédits par le ministère de l'Economie et des finances après annonce des Droits de Tirage aux collectivités Territoriales et mobilisation par celles-ci	Causes externes à l'ANICT	S'assurer que les ressources sont mobilisables avant leurs inscriptions.	MEF / ANICT	Sans délai
		Retard dans l'exécution des projets	Mise à disposition tardive des ressources à l'ANICT et retard accusé dans l'exécution des projets et dans la justification des ressources mises à la disposition des CT	instruire le paiement rapide des mandats de l'ANICT au niveau du trésor et améliorer la qualité de la maîtrise d'ouvrage	MEF/CT	Sans délai

N°	Intitulé du P/P	Difficultés/Contraintes rencontrées	Causes/Sources	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organisations responsables	Délai d'exécution
5	Contrat Plan Etat-Région/District	Annulation des crédits par le ministère de l'Economie et des finances après annonce des Droits de Tirage aux collectivités Territoriales et mobilisation par celles-ci	Causes externes à l'ANICT	S'assurer que les ressources sont mobilisables avant leurs inscriptions.	MEF / ANICT	Sans délai
		Retard dans l'exécution des projets	Mise à disposition tardive des ressources à l'ANICT et retard accusé dans l'exécution des projets et dans la justification des ressources mises à la disposition des CT	instruire le paiement rapide des mandats de l'ANICT au niveau du trésor et améliorer la qualité de la maîtrise d'ouvrage	MEF/CT	Sans délai
6	Programme d'appui au fonctionnement de l'état civil et à la mise en place d'un système d'information sécurisé au Mali (PAECSIS)					
		Insécurité dans certaines zones d'intervention (Gao, Mopti, Ségou)	- Mouvement islamiste ; - Divers groupes armés.	Mise en place et respect des règles de sécurité	PADRE, Autorités régionales	

N°	Intitulé du P/P	Difficultés/Contraintes rencontrées	Causes/Sources	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organisations responsables	Délai d'exécution
7	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat (PADRE)	Calendrier électoral : les différents reports des élections régionales et communales partielles ont joué sur la dynamique du programme.	Les reports de date des élections régionales et communales partielles	Adopter une planification assortie des hypothèses (scénarii)	PADRE, Autorités régionales	
		Impact du faible niveau d'instruction, d'éducation civique et de citoyenneté de la population sur le civisme fiscal et la participation à la gestion publique des CT	Le faible taux de scolarisation de la population adulte	Information et formation des groupes d'acteurs citoyens	PADRE, OSC régionales	
		Insuffisance de fonds pour assurer les missions de contrôle	Faiblesse de la déconcentration des crédits	Allouer les ressources aux représentants de l'Etat	Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation	
8	Programme d'Appui à la Réforme de l'Etat, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADDER)	Mobilisation limitée de l'assistance technique par certaines structures appuyées		Recentrage de l'appui sur la décentralisation	MATD/DGCT/équipe AT	
9	Projet d'Appui à la mise en	Déployer un plan de formation	Contexte sécuritaire	S'appuyer sur expertise/relais locaux	Expertise France	Juin-juillet

N°	Intitulé du P/P	Difficultés/Contraintes rencontrées	Causes/Sources	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organisations responsables	Délai d'exécution
	œuvre des Accords de Paix et Réconciliation (AMAPAR)	dans zone rouge	dans les Régions cibles			2019
10	Programmes Stabilisation à Ménaka					
11	Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao					
11	Appui à la CPS Secteur Adm. Territ. Fonct° Pub. Sécu. Intérieure	Exécution tardive des activités	Retard dans la liquidation du budget	Diligenter la liquidation du budget de la CPS	DFM ; MEF	
12	Construction bureau salle archive	Travaux en cours d'exécution hors délai.	Contrainte budgétaire	- Mettre à la disposition du Département les compléments pour 2019.	MEF, DFM-MTFP	9 mois
13	Construction/Réhabilitation annexes MTFPRE	Non-paiement de la totalité des montants au fournisseur	Contrainte budgétaire	Mettre à la disposition du département les compléments pour 2019.	MEF, DFM-MTFP	1 MOIS
14	Programme Renforcement des Capacités Nationales par la Formation des agents de l'Etat (PPTE)	La non-prise en charge des besoins en formation	Insuffisance de crédit	Rehausser le niveau du budget annuel octroyé	MEF, DFM-MTFP	12 mois
		Absence d'un plan de formation				
15	Programme de	Difficultés techniques	Chevauchement des activités des différents plans annuel de travail	Harmonisation des calendriers de mise en œuvre dans un seul cadre programmatique	CDI / Odyssee-UE / PAPDI-Canada	2019 - mars 2020

N°	Intitulé du P/P	Difficultés/Contraintes rencontrées	Causes/Sources	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organisations responsables	Délai d'exécution
16	Développement Institutionnel (PDI 2 <sup>ème</sup> génération)	Difficultés institutionnelles	Départ massif des cadres du CDI	Réorganisation du CDI et ancrage fort	CDI / SGG	
		Difficultés de mobilisation des ressources financières	lourdeur des procédures.	Corriger les procédures qui causent les lenteurs	CDI / PTFs	
17	Renforcement du processus de dialogue et de réconciliation	Insécurité	- Absence de l'Etat ; - Financement budget national.	- Prendre en compte toutes les victimes dans les camps de réfugiés ; - Renforcer les partenariats.	Etat ONG PTF	
		Insuffisance des ressources				
		Difficulté de prise en charge des victimes				
		Faible participation aux activités des partenaires				
18	Composante PIC III Mali Luxembourg (Décentralisation et bonne Gouvernance)					

Source : CPS-SATFPSI, 2019.

En plus de ces difficultés ci-dessus, il faut noter celles constatées lors des missions de suivi des réalisations physiques. Voir le tableau N°22 ci-dessous

**Tableau 22 : difficultés constatées lors des missions de suivi**

Désignation	Difficultés/Contraintes	Causes	Recommandations/solutions proposées
Réalizations physiques	Mauvaise qualité de certaines réalisations physiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non-respect du cahier de charge ;</li> <li>- Faiblesse du contrôle technique.</li> </ul>	Renforcer la rigueur du contrôle technique sur les chantiers
	Dégradation avancé des certains anciens bâtiments	Absence de réhabilitation d'entretiens courant	Effectuer régulièrement sur les anciens bâtiments des travaux d'entretien et de réhabilitation
	Lenteur dans le décaissement des fonds ANICT	Lenteur/lourdeur dans les procédures de traitement des dossiers	Déconcentrer le traitement des dossiers de décaissement.
	Non achèvement de certains travaux (clôtures, petits travaux de finition, etc.)	Faiblesse dans la gestion des contrats	Accentuer la rigueur dans la gestion des contrats

Source : CPS, 2019.

## 5.2. DIFFICULTES / CONTRAINTES DE SUIVI

Il s'agit des difficultés/contraintes identifiées lors des missions de suivi sur le terrain (réalisations physiques), celles liées à l'organisation et à l'exécution des missions de suivi, et celles liées à la préparation de la revue.

La situation des difficultés/contraintes de suivi est donnée dans le tableau N°22 ci-dessous.

**Tableau 23: Difficultés de suivi**

Désignation	Difficultés/Contraintes	Causes	Recommandations/solutions proposées
1- Organisation et exécution des missions de suivi	Non couverture de l'ensemble du territoire national par les missions de suivi	Insuffisance des ressources	Augmenter les ressources de la CPS pour le financement des missions de suivi, afin de couvrir l'ensemble du territoire national
	Retard dans l'exécution des missions de suivi des réalisations physiques.	Retard dans l'exécution du budget de la CPS.	Mettre à temps à la disposition de la CPS les ressources pour les missions de suivi afin de les réaliser à la bonne période (1 <sup>er</sup> trimestre de l'année).
2- Préparation de la revue des p/p	Retard dans le financement de la collecte des données et des ateliers (ateliers de consolidation et atelier de validation sectorielle)	Retard dans l'exécution du budget de la CPS.	Mettre à temps à la disposition de la CPS les ressources pour la préparation des revues.
	Retard dans la collecte de données	Non-respect des dates indiquées pour l'envoi des fiches remplies à la CPS	Respecter les dates indiquées dans la transmission des données à la CPS
	Non disponibilité de certaines données	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplissage non effectif des fiches de collecte ;</li> <li>- Faiblesse dans la continuité à fournir les données sur certains p/p.</li> </ul>	Renseigner effectivement toute les rubriques des fiches de collecte

Source : CPS-SATFPSI, 2019.

## **CHAPITRE VI: RECOMMANDATIONS**

## 6.1. RECOMMANDATIONS DE LA 19<sup>ème</sup> REVUE DES P/P :

A l'issue de l'atelier de validation du rapport provisoire de la 19<sup>ème</sup> revue des projets/programmes, les recommandations ci-après ont été adoptées :

Observations	Structures responsables	observations
1. Procéder à l'identification de tous les projets/programmes du Secteur et à la création du répertoire	CPS	
2. Procéder à l'enregistrement des p/p au niveau de la DNPD	CPS	
3. Poursuivre le renforcement de la collaboration entre la CPS, la DNPD, les gestionnaires des P/P, la CONFED et les DFM pour mieux coordonner et harmoniser les chiffres du décaissement des P/P	CPS ; DNPD ; les gestionnaires des P/P ; la CONFED et les DFM	
4. Mettre à la disposition des participants les documents avant l'atelier	CPS	

## PERSPECTIVES

Au titre de l'année 2019, la CPS entend renforcer ses rapports de collaboration avec tous les gestionnaires de projets/programmes et Services du Secteur. Le suivi-évaluation des P/P devrait connaître une nette amélioration avec une large couverture grâce à une amélioration de la production des données, à la réalisation et la pérennisation des missions de terrain.

Il est prévu un renforcement des capacités des chargés de suivi, des gestionnaires des P/P et des cadres de la CPS en matière de remplissage des fiches de collecte et sur l'utilisation de la base de données sur le projets/programmes du Secteur.

La CPS poursuivra les efforts en vue du renforcement de la coordination des activités des Ministères du Secteur, dans le cadre du Comité de coordination de la CPS, afin de consolider l'approche sectorielle.

## CONCLUSION

La 19<sup>ème</sup> revue des projets/programmes du Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure porte sur **dix-huit (18)** Projets/Programmes repartis entre le MATD (13), le MTFP (3), le MRATVP (1), MCSPRN (1), contre **vingt-deux (22)** en 2017, soit un taux de variation de **-36,36%**. Cette baisse s'explique essentiellement par le retrait des p/p du Ministère de la Sécurité et de la Protection civile de la revue des p/p du Secteur mais également par le manque d'information (données) sur certains p/p (18 projets/programmes sur financement extérieur).

Les taux de décaissement affichent la même tendance à la baisse, avec des rythmes variés. Le taux global de décaissement est de **81,94%** contre **84,49%** en 2017, soit un taux de variation de **-3,01%**. Le financement extérieur maintient la même tendance à la baisse, avec un taux de variation de **-3,27** soit un taux de décaissement de **82,65%** contre **85,44%** en 2017. Quant au financement intérieur, baisse est moins significative, il affiche un taux de décaissement de **79,59%**, contre **80,98%** en 2017.

La 19<sup>ème</sup> revue a également enregistré une nette diminution du volume global du Budget Spécial d'Investissement (BSI) accordé au Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure.

En 2018, le total des dotations budgétaires du BSI pour Secteur s'élève à **13 378 millions F CFA**, contre **37 766 millions F CFA en 2017**, soit un taux de variation de **-64,58%** pour le Secteur. Cependant, le taux de décaissement affiche une nette amélioration, avec un taux de global de **55,73%** contre **48,10% en 2017**, soit un taux de variation de **15,86%**.

Le taux de décaissement du BSI pour le financement intérieur affiche une diminution entre 2017 et 2018, avec un taux de variation de **-32,11%**, soit respectivement **73,49%** et **49,89%**. Pour le financement extérieur, il présente la nette amélioration en passant de **38,31%** en 2017 à **65,78%** en 2018, soit un taux de variation de **71,70%**.

Parmi les trois (3) Ministères du Secteur ayant bénéficiés du financement sur le BSI 2018, le Ministère du Travail et de la Fonction publique affiche le taux de décaissement le plus élevé, pour un taux de **67,37%**, suivi du Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie publique, pour un taux de **66,67%**. Enfin, le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation affiche un taux de **54,67%**.

Au compte du Secteur, les financements ci-dessus ont permis d'obtenir des résultats notables contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs du CREDD. Ces résultats vont de l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base, à la création d'activités génératrices de revenus, au renforcement des capacités des Services déconcentrés de l'Etat et des Collectivités territoriales, etc.

Par ailleurs, de nombreuses difficultés/contraintes subsistent et qui sont de nature à entraver la performance et le bon déroulement des activités de suivi des projets/programmes (suivi sur le terrain et préparation de la revue).



# ANNEXES

